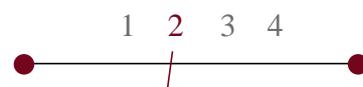


ÉCOLE  
NORMALE  
SUPÉRIEURE  
DE LYON



2016

*Budget  
Initial 2016*

# SOMMAIRE

## RAPPORT DE PRESENTATION

• Définitions	page 2
• Préambule	page 3
• Principaux chiffres du budget	page 6
• Ratios ENSL	page 13
• Recettes	page 14
○ Répartition des recettes par origine	page 16
○ Détail des recettes du ministère	page 17
• Dépenses	page 18
○ Fonctionnement	page 20
○ Investissement	page 21
○ Masse salariale et plafond d'emplois	page 22
○ Répartition LOLF des dépenses	page 36
• Budgets des unités de recherche	page 39
• Sigles utilisés	page 41
• Budgets propres intégrés et centres de dépenses par pôle	page 42
○ Présidence	page 42
○ Vice-Présidence aux études	page 44
○ Vice-Présidence à la recherche	page 46
○ Direction Générale des Services	page 58
○ Institut Français de l'Education	page 61

## BUDGET 2016

• Structure budgétaire 2016	page B-1
• Situation patrimoniale ENS de Lyon	page B-2
• Situation patrimoniale BDL	page B-3
• Tableau des autorisations budgétaires ENS de Lyon	page B-4
• Tableau des autorisations budgétaires BDL	page B-5
• Equilibre financier ENS de Lyon	page B-6
• Equilibre financier BDL	page B-7
• Tableau agrégé des opérations pluriannuelles	page B-8/B-9
• Tableau des emplois	page B-10
• Tableaux du document prévisionnel de gestion	page B-11/B-13
• Tableau des dépenses par destination et recettes par origine ENS de Lyon	page B-14/B-15
• Tableau des dépenses par destination et recettes par origine BDL	page B-16/B-17
• Tableau des opérations pour compte de tiers	page B-18
• Plan de trésorerie ENS de Lyon	page B-19
• Plan de trésorerie BDL	page B-20
• Tableau des opérations liées aux recettes fléchées	page B-21
• Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation	pages B-22/B-23
• Moyens des UMR	pages B-24/B-25

## Définitions

**Compte de résultat prévisionnel (CRP)** : tableau de synthèse qui regroupe la totalité des produits et des charges liés aux masses de fonctionnement et de personnel. Il détermine le résultat de l'exercice qui doit pour les établissements RCE être obligatoirement positif ( $R-D > 0$ ). La capacité d'autofinancement est déterminée à partir de ce tableau. Le CRP remplace la section de fonctionnement.

**Tableau de financement abrégé** : tableau de synthèse qui contient les éléments liés aux opérations d'investissement. Il constate les ressources disponibles (y compris la CAF) et les emplois (y compris l'insuffisance d'autofinancement). Il détermine la variation du Fonds de roulement prévu pour l'exercice. Le tableau de financement abrégé remplace la section d'investissement dans la présentation du budget.

**Résultat** : différence entre la totalité des produits et la totalité des charges.

**Capacité d'autofinancement (CAF)** : constate le résultat réel des opérations avec flux financier du CRP. Elle constitue une ressource pour assurer le financement des opérations d'investissement et/ou un apport au fonds de roulement. Si elle est négative (les dépenses décaissables sont supérieures aux recettes encaissables) on parle d'insuffisance d'autofinancement (IAF), dans ce cas elle constitue un emploi qui vient s'ajouter aux dépenses d'investissement.

**Fonds de roulement** : constitue l'excédent de ressources stables de l'établissement qui lui permet de financer ses opérations à long terme. Le budget de l'établissement est équilibré par l'apport ou le prélèvement sur le fonds de roulement.

**Excédent brut d'exploitation (EBE)** : solde intermédiaire de gestion qui calcule le résultat brut entre les produits issus des prestations et des subventions et les charges des comptes d'achats, de services extérieurs et de personnels. Si la différence entre les produits et les charges est négative on parle d'insuffisance brute d'exploitation (IBE). Dans ce cas, la viabilité à terme est compromise.

**Taux de couverture** : Ratio indiquant le % de dépenses de fonctionnement ou d'investissement couvertes par des recettes du même type.

**Capacité d'autofinancement/Produits de fonctionnement** : Ratio indiquant l'effort réalisé par l'établissement pour dégager de l'autofinancement à partir de ses produits de fonctionnement.

**Taux de saturation** : Ratio qui constate le poids relatif des dépenses de masse salariale rapportées aux financements de l'établissement (dotations et ressources propres) Pour que le budget remplisse les conditions d'équilibre RCE, il doit être  $< 1$ .

**Autorisation d'engagement** : constitue le plafond voté par l'organe délibérant et qui détermine la capacité pour l'ordonnateur à engager juridiquement l'organisme sur l'exercice. Elle constitue le point d'entrée de la dépense et permet le pilotage des crédits de paiement.

**Crédit de paiement** : constitue la limite supérieure des dépenses pouvant être décaissées sur l'exercice.

## Préambule

Ce projet de budget se caractérise par la volonté de déployer au mieux les moyens en fonctionnement et en masse salariale et de faire un effort important sur la politique d'investissement au profit des missions de l'École, (Recherche, Formation, Education), en accentuant la programmation pluriannuelle et en conservant la maîtrise des grands équilibres financiers.

Ceci a été rendu possible grâce notamment à la mise en place d'un dialogue de gestion approfondi entre la gouvernance de l'École et les missions et services qui la composent. Ce type de dialogue de gestion a été testé sur quelques services de la DGS en juillet 2015, puis élargi à l'ensemble de ces services à l'automne. Au vu du bilan, j'ai décidé de l'élargir pour le budget 2017 à l'ensemble des structures de l'École. Ce nouveau dispositif nous permettra d'échanger et d'ajuster au plus près de la réalité et des besoins, dans un schéma pluriannuel qui intégrera également une discussion sur les recrutements prévisionnels.

Suite au débat d'orientation budgétaire présenté au CA du 7 juillet dernier et en mobilisant au mieux nos moyens, notre capacité d'autofinancement et notre trajectoire budgétaire, nous avons pu mobiliser au mieux les moyens en fonctionnement et porter le plan d'investissement à 3M€.

Cela s'accompagne d'une gestion mutualisée des dépenses de personnel et de l'investissement.

Cependant la définition d'une politique budgétaire ne peut raisonnablement s'exonérer de l'environnement général. Ainsi, elle s'inscrit depuis plusieurs exercices dans un contexte tendu de gestion des finances publiques et de contraintes financières internes et exogènes, notamment le GVT, la charge d'amortissement non neutralisé.

Il convient également d'être vigilant sur l'absence de visibilité des crédits de la MIREs pour les années à venir.

En matière de dépenses de personnel, compte tenu des contraintes financières l'établissement a poursuivi la maîtrise financière des campagnes d'emploi, en la rendant négative pour la deuxième année consécutive.

En investissement, l'École a profondément rénové son action d'investissement. L'École poursuit sa modernisation et sa mise à niveau des équipements en décidant, d'une part de faire un effort d'investissement à hauteur de 3M€ pour 2016 alloués en mode projet et avec l'objectif de pouvoir renouveler cette action durant les années 2017 et 2018, et d'autre part, en s'appuyant sur des projets spécifiques présentés : équipements scientifiques, systèmes d'information, immobilier.

Les opérations du plan campus menées par l'Etablissement prévoient en outre un effort particulier d'investissement sur l'exercice 2016 à hauteur de 6,67M€ en AE et 4,78M€ en CP.

En outre ce budget est d'un point de vue technique le premier de pleine application de la réforme GBCP.

Le projet de BI 2016 a été élaboré en prenant en compte six paramètres :

- La rénovation du système d'allocation des moyens qui s'est appuyé sur l'analyse de l'exécution des moyens établissement en 2014, de ceux alloués dans la lettre de cadrage 2015 et des crédits ouverts au BP 2015, ceci dans le souci d'agir au plus près des besoins et des dépenses tout en prenant en compte la situation de l'Ecole, les éléments de contexte et les projets proposés à l'arbitrage de la gouvernance de l'Ecole et qui s'est poursuivi par la mise en place d'un dialogue de gestion approfondi avec les services de la DGS
- La mise en œuvre d'un prélèvement sur fonds de roulement de 1,4M€ qui en raison du fonds de roulement estimé fin 2016 maintient le niveau de celui-ci à un niveau prudentiel
- La mise en œuvre d'un effort d'investissement dans les différents domaines de l'Ecole de 3M€ pour cette année avec la volonté de perpétuer cette action dans les années suivantes
- Le déploiement des opérations du plan campus avec un volume de dépenses de 6,67M€ en AE et 4,78M€ en CP
- Pour le SACD de la BDL, la confirmation en fonctionnement des équilibres budgétaires des années précédentes mais en investissement le choix d'effectuer une opération de réfection climatique financée par un prélèvement sur le fonds de roulement de 211 000€
- L'application complète du décret GBCP pour l'exercice 2016 et la présentation pour vote en plus de la situation patrimoniale présentée jusqu'à présent des tableaux du solde budgétaire et d'équilibre financier .

Ce projet de budget renforce l'objectif d'une vision pluriannuelle pour la masse salariale et les investissements, et la volonté d'optimiser les charges de fonctionnement, au profit des grandes missions de l'Ecole.

En raison de la politique d'investissement de l'Ecole et grâce au niveau du fonds de roulement prévu en fin d'exercice 2015 à 13,62M€, le BI prévoit un prélèvement de 1,39M€ : le solde sera alors de 12,23M€ ce qui reste un niveau prudentiel de sécurité.

L'application complète du décret GBCP a, sur le plan budgétaire, pour conséquence le vote du budget dans son format GBCP en plus du vote dans son format en droits constatés que nous devons effectuer jusqu'à présent.

Le budget sera donc présenté pour vote en « droits constatés » dans le tableau dit de situation patrimoniale qui était la présentation jusqu'à présent votée. Il sera aussi voté en « autorisations d'engagement » (AE), « crédits de paiement » (CP) et en « recettes à l'encaissement » dans les deux tableaux du solde budgétaire et d'équilibre financier.

Pour la bonne compréhension du budget, ce rapport de présentation éclairera celui-ci sur ces nouveaux objets de gestion et ces nouvelles données budgétaires et la distinction sera marquée par les mentions « droits constatés » ou « AE », « CP » et « recettes à l'encaissement ».

## I. Les principaux chiffres du BI

ENSL	BI 2016	Ecart B/DBM	DBM 2015	Ecart B/BP2015	BP 2015	Ecart B/CF 2014	CF 2014
Dépenses	132 302 238	3 334 855	128 967 383	4 032 560	128 269 678	6 170 877	126 131 361
Recettes	127 680 126	1 671 472	126 008 654	1 980 863	125 699 263	3 996 593	123 683 533
Résultat	759 140	189 566	569 574	- 1 006 307	1 765 447	- 729 051	1 488 191
CAF	3 987 004	- 94 775	4 081 779	- 649 487	4 636 491	- 724 855	4 711 859
FDR (jours)	39	- 3	42	- 0	39	- 3	42

**Tableau 1 : principaux chiffres du BI 2016 en droits constatés - ENS de Lyon**

**ENS de Lyon :** Le projet de BI 2016 s'établit à 132 302 238€ à un niveau supérieur de 3,33M€ à celui de la DBM 2015 (128 967 383€). Cela s'explique par :

- le déploiement du plan campus à hauteur de 4,78M€ (+4,2M€)
- une diminution du montant des amortissements et provisions (-0,5M€)
- la suppression technique en application du GBCP dans le budget de la contribution de l'Ecole à la BDL en moyen de soutien qui était évalué à 1M€ et de la dotation de l'Etat pour la BDL de 0,6M€ qui était inscrite au budget de l'Ecole sans impact car égal en recette et dépenses (-1,6M€),
- une augmentation des autres investissements (PPI, investissement sur contrats pluriannuels et investissement sur ressources école) de 1,6M€
- une diminution de la masse salariale sur les ressources propres de 0,6M€
- une augmentation des crédits de fonctionnement à hauteur de 0,3M€ principalement répartis sur la VP Recherche et la VP Etudes.

Les recettes s'élèvent à 127 680 126€ en augmentation de 1,67M€ par rapport à la DBM 2015.

L'investissement s'élève en crédit de paiement à 10,47M€ dont 4,78M€ correspondent aux opérations du plan campus, 4M€ d'investissement mis en place sur l'école, 0,42M€ pour les PPI GER et Accessibilité, et 1,2M€ d'investissement prévu sur des projets de contrats et opérations pluriannuelles.

ENSL	BI 2016	Ecart B/DBM	DBM 2015	Ecart B/BP2015	BP 2015
AE	127 766 632	7 649 164	120 117 468	8 736 987	119 029 645
CP	125 707 684	5 590 216	120 117 468	6 678 039	119 029 645
Différence AE-CP	2 058 948	2 058 948	-	2 058 948	-
Encaissement	123 894 082	5 290 948	118 603 134	7 337 089	116 556 993
Solde budgétaire CP-	- 1 813 602	- 299 268	- 1 514 334	659 050	- 2 472 652

**Tableau 1-bis : principaux chiffres du BI 2016 en format GBCP – ENS de Lyon**

En format GBCP le budget se caractérise par un montant des recettes encaissées de 123,9M€ et de crédit de paiement de 125,70M€ soit un solde budgétaire négatif de 1,80M€.

Cela signifie que les activités dites « budgétaires » de l'Ecole dégagent cette année un déficit de trésorerie qui est équilibré dans le cadre de l'ensemble des mouvements de trésorerie comme le montre le tableau d'équilibre.

Comme le montre celui-ci, la situation est équilibrée en fonction des opérations pour compte de tiers et des mouvements sur la trésorerie fléchée.

Les autorisations d'engagement s'élèvent à 127,8M€ soit une différence de 2,05M€ par rapport aux crédits de paiement. Cette différence correspond aux restes à payer sur les exercices à venir.

On constate que ces restes à payer concernent les opérations du plan campus en maîtrise d'ouvrage public. Ces opérations entraînent l'ouverture de marchés publics qui, dès leur signature, engagent l'école. Elle doit donc acter ces engagements en autorisations d'engagement mais les dépenses effectives tracées en crédits de paiement s'étaleront de 2016 à 2019.

Pour les engagements juridiques de 2015 non soldés par un paiement, ils sont constitués principalement des charges à payer 2015 qui devraient être à peu près équivalentes au volume constaté d'une année sur l'autre. Il s'élève à 1,040M€ et de manière glissante devrait correspondre aux charges à payer engagées et non payées de la fin d'exercice 2016.

En outre, il convient de rappeler que la réglementation GBCP dispose que pour la masse salariale, les AE sont égales aux CP. On constate aussi que pour les opérations pluriannuelles, les dépenses de fonctionnement sont de même montant en AE et en CP, les engagements juridiques de l'année étant dénoués dans l'année y compris pour les opérations pluriannuelles.

La comparaison avec les exercices précédents montrent une évolution du solde budgétaire qui s'explique par les volumes d'encaissement et de décaissement des opérations pluriannuelles sur contrats de recherche en particulier.

Le solde budgétaire négatif de cette année s'explique par le prélèvement sur le fonds de roulement de 1,39M€ et par un décalage entre les recettes et les dépenses sur les opérations pluriannuelles hors plan campus de 0,41M€.

En se rapprochant du plan de trésorerie on constate que cette évolution se traduit au cours de l'année 2016 par une diminution de la trésorerie.

BDL	BI 2016	Ecart BI/DBM	DBM 2015	Ecart BI/BP2015	BP 2015	Ecart BI/CF 2014	CF 2014
Dépenses	1 445 516	- 896 418	2 341 934	- 807 217	2 252 733	- 900 942	2 346 458
Recettes	1 185 516	- 1 141 418	2 326 934	- 1 067 217	2 252 733	- 1 134 707	2 320 223
Résultat	-	-	-	-	-	- 781	781
CAF	48 855	- 15 454	64 309	- 15 878	64 733	- 30 016	78 871
FDR	35	- 16	51	- 21	56	- 9	44

**Tableau 2 : principaux chiffres du BI 2016 en droits constatés – BDL**

**BDL** : Le projet de BI 2016 présente deux particularités vis-à-vis des exercices antérieurs même s'il s'inscrit dans la continuité des équilibres budgétaires du BP 2015 avec un résultat neutre.

Ainsi il permet un prélèvement sur le fonds de roulement de la BDL de 0,211M€ pour financer la réfection climatique. Il passe ainsi de 0,32M€ à 0,11M€ soit 35 jours de fonctionnement décaissable.

En outre, il a été décidé dans le cadre de la réforme GBCP de ne plus inscrire dans le Budget Initial la contribution de l'Ecole pour subvenir au soutien de moyens généraux et de systèmes d'information mis en œuvre par l'Ecole. Celle-ci s'élève à un peu plus de 1M€ et constitue la principale diminution du volume des dépenses et des recettes.

Le budget initial comprend les ressources de l'ex-BIU et les ressources attribuées par l'ENSL.

BDL	BI 2016	Ecart BI/DBM	DBM 2015	Ecart BI/BP2015	BP 2015
AE	1 389 722	189 041	1 200 681	278 666	1 111 056
CP	1 389 722	189 041	1 200 681	278 666	1 111 056
Différence AE-CP	-	-	-	-	-
Encaissement	1 173 577	- 76 413	1 249 990	- 2 212	1 175 789
Solde budgétaire					
CP- Encaissement	- 216 145	- 265 454	49 309	- 280 878	64 733

**Tableau 2 bis : principaux chiffres du BI 2016 – BDL en format GBCP**

En format GBCP, la structure financière de la BDL est proche de sa structure en droits constatés.

Les AE et les CP sont identiques et les encaissements correspondent quasiment aux recettes.

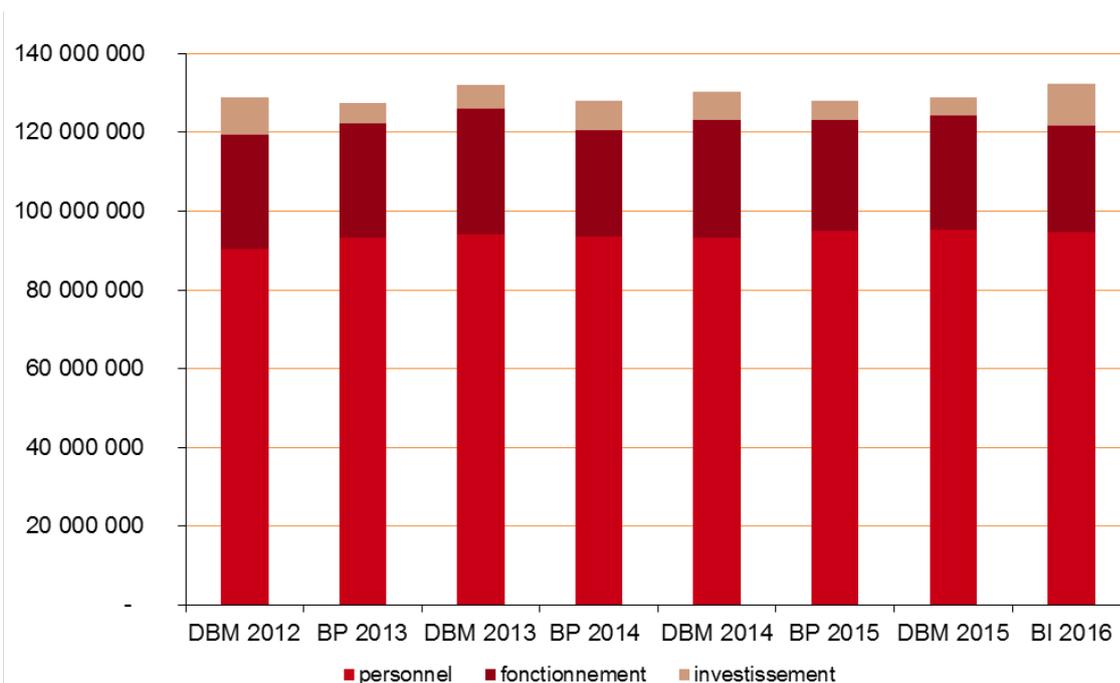


Figure 1 : comparaison des budgets par masse depuis la DBM 2012

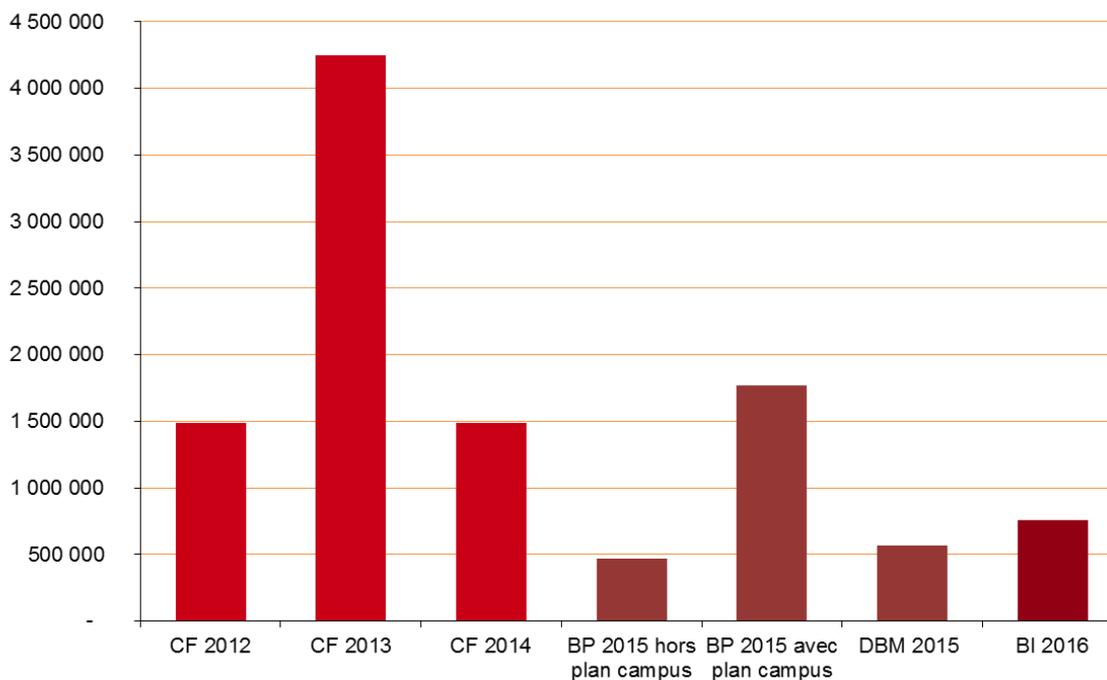


Figure 2 : évolution du résultat depuis le CF 2012 (résultat prévisionnel pour 2015 et 2016)

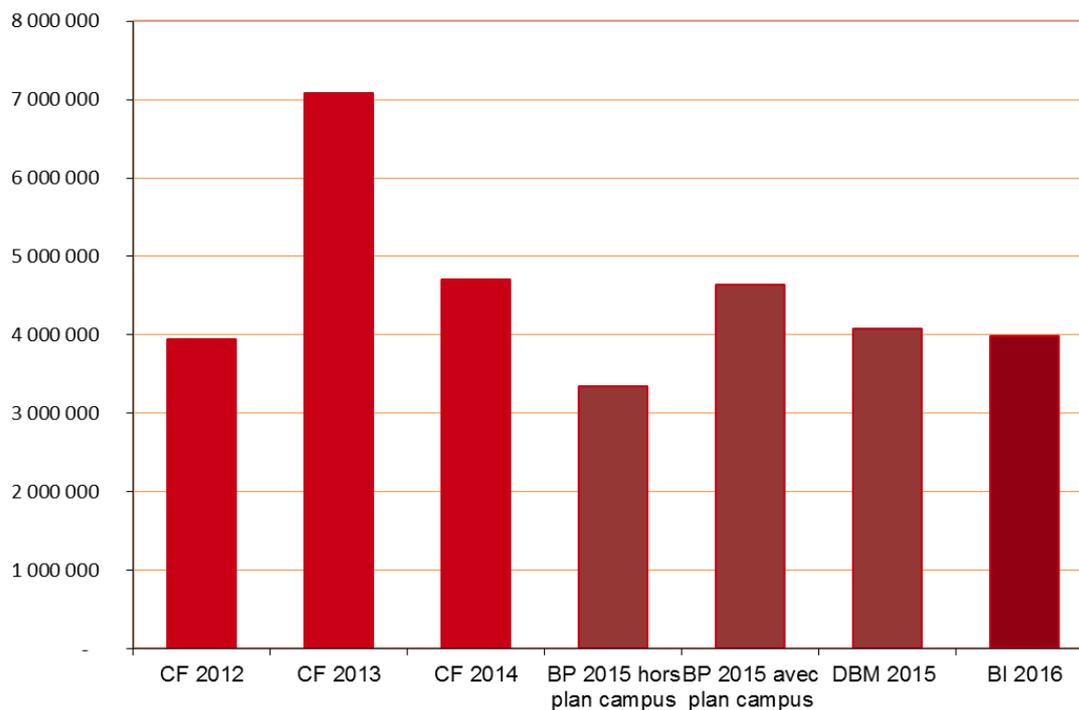


Figure 3 : évolution de la capacité d'autofinancement depuis le CF 2012 (CAF prévisionnelle pour 2015 et 2016)

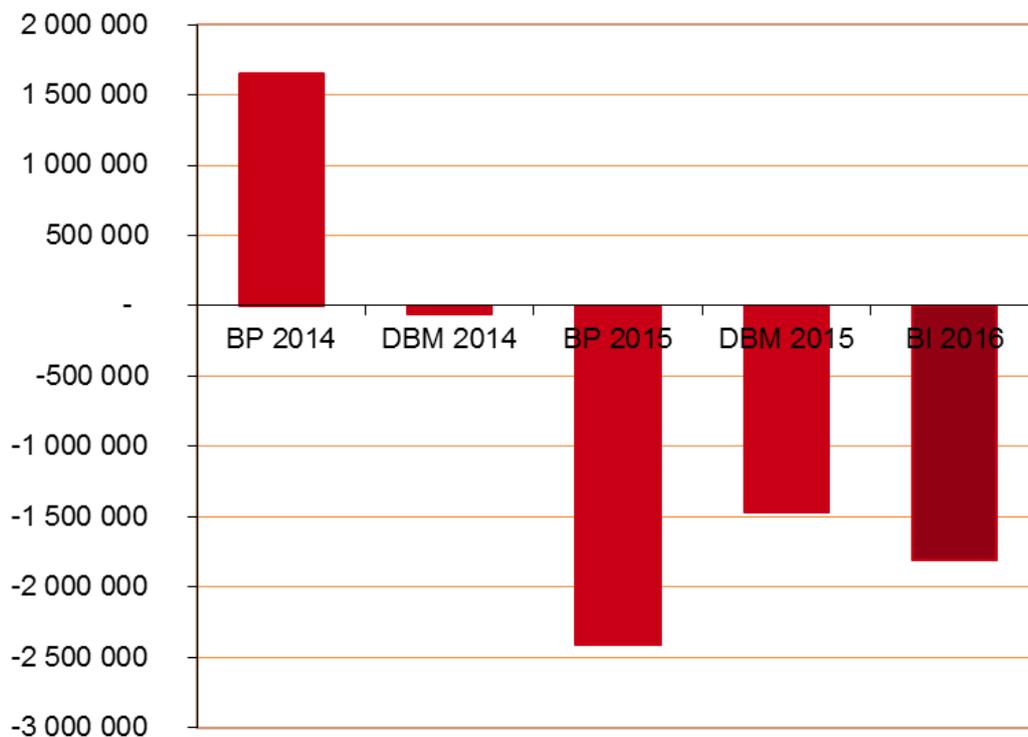


Figure 3 bis : évolution du solde budgétaire prévisionnel depuis le BP 2014

Le résultat prévisionnel 2016 est à un niveau de 0,75M€, s'inscrit dans la tendance observée depuis deux exercices d'un abaissement du niveau de celui-ci et qui s'explique par la volonté d'optimiser les modalités d'allocation des ressources afin de permettre aux services de l'Ecole de disposer rapidement de la connaissance de leur budget afin de préparer en amont les opérations prévues. Il reste cependant légèrement supérieur au résultat prévu par la DBM 2015 soit 0,56M€ (figure 2).

La CAF s'élève à 3,98M€ à un niveau à peu près équivalent à celui des exercices antérieurs et reste à un niveau élevé qui permet de soutenir la politique d'investissement.

Elle est constituée principalement du montant des amortissements non neutralisé (3,2M€) et du résultat (0,7M€).

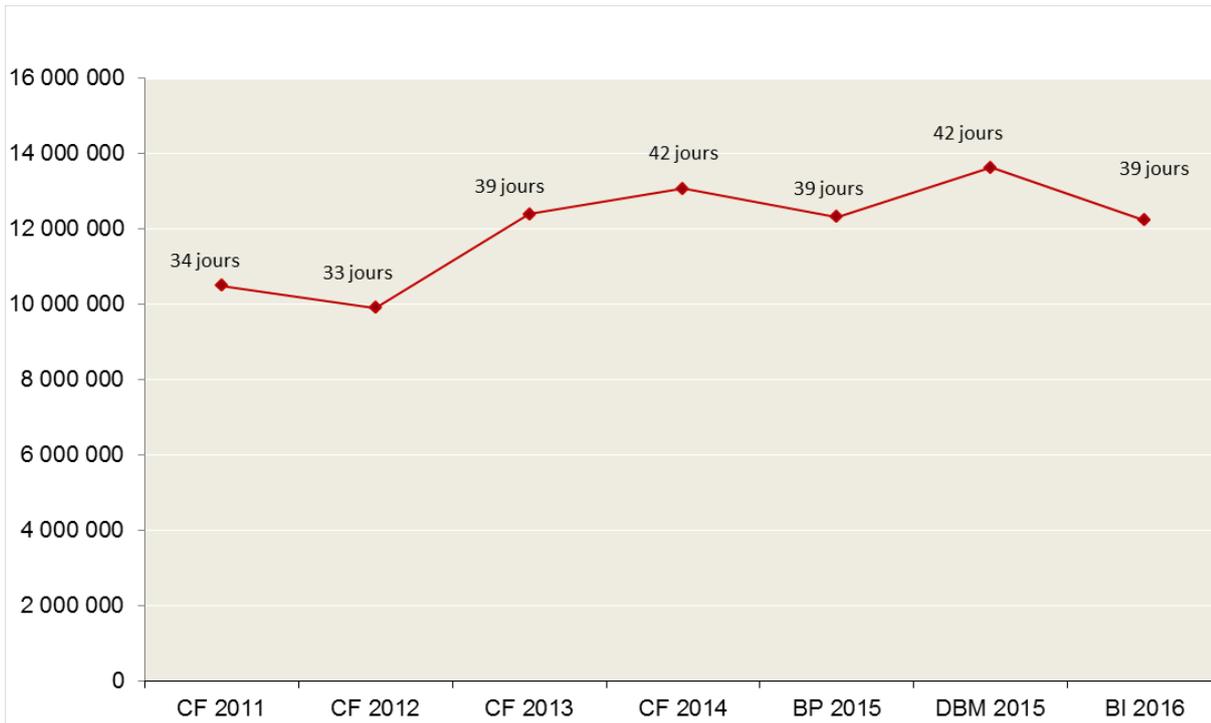
Le projet de BI 2016 prévoit un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,39M€, portant le niveau de fonds de roulement prévisionnel au 31 décembre 2016 à 12,23M€ soit 39 jours (fig. 4). Ce prélèvement contribue au financement des opérations du plan campus et à des investissements pour l'Ecole.

Cette analyse prudentielle du niveau du fonds de roulement fin 2016 est confortée par les données en format GBCP et en particulier le niveau de la trésorerie qui s'élèvera à 18,2M€ en fin d'exercice selon le plan de trésorerie.

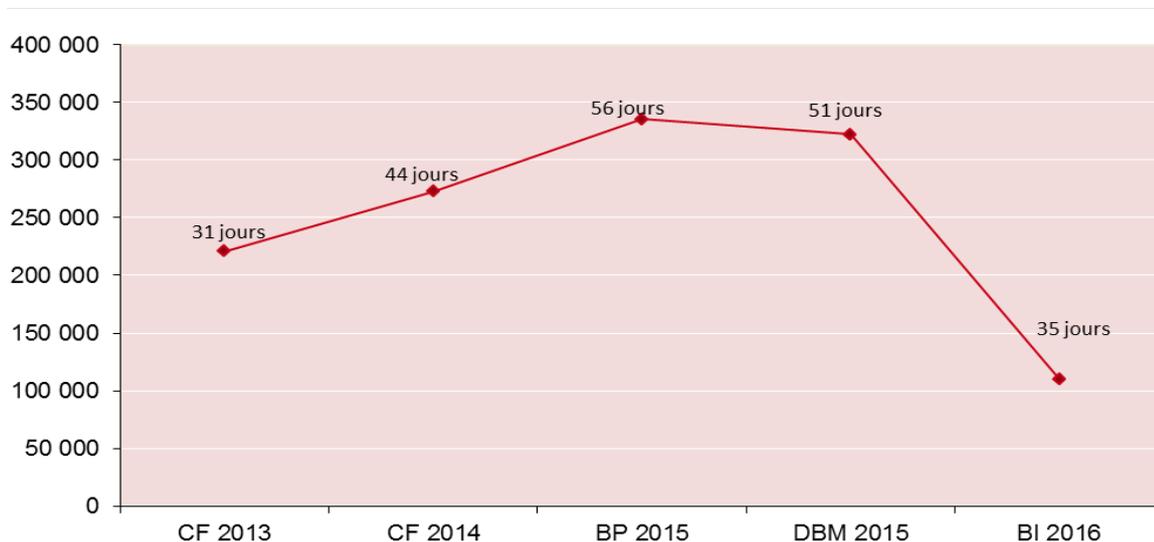
Notre établissement se caractérise par un besoin en fonds de roulement négatif supérieur à 6M€.

Il convient de rappeler que le fonds de roulement est égal au besoin en fonds de roulement auquel s'ajoute la trésorerie.

Ce BFR négatif de manière continue depuis plusieurs années permet de gérer les mouvements de fonds de roulement avec encore plus de sécurité car la trésorerie se situe à un niveau plus élevé que le fonds de roulement.



**Figure 4 : évolution du fonds de roulement de l'ENS de Lyon depuis 2011**



**Figure 5 : évolution du fonds de roulement de la BDL**

Le fonds de roulement de la BDL est impacté par le prélèvement effectué sur celui-ci pour la réfection climatique de la BDL. Celui-ci sera ramené en fin d'exercice 2016 à 35 jours de fonctionnement décaissable ce qui reste conforme aux normes prudentielles communément admises pour une structure en service à comptabilité distincte comme la BDL.

## II. Ratios ENS de Lyon

	BI 2016	DBM 2015	BP 2015	CF 2014
Taux de couverture des dépenses de fonctionnement	100,62%	100,46%	101,43%	101,23%
Taux de couverture des dépenses d'investissement	48,64%	24,28%	8,75%	24,25%
Part de l'autofinancement dans la couverture de l'investissement	38,05%	87,60%	97,58%	90,69%
Capacité d'autofinancement/produits de fonctionnement	3,25%	3,27%	3,70%	3,85%
Taux de saturation	79,32%	78,49%	78,79%	78,60%

**Tableau 3 : évolution des ratios ENS de Lyon – BI 2016, DBM 2015, BP 2015, CF 2014**

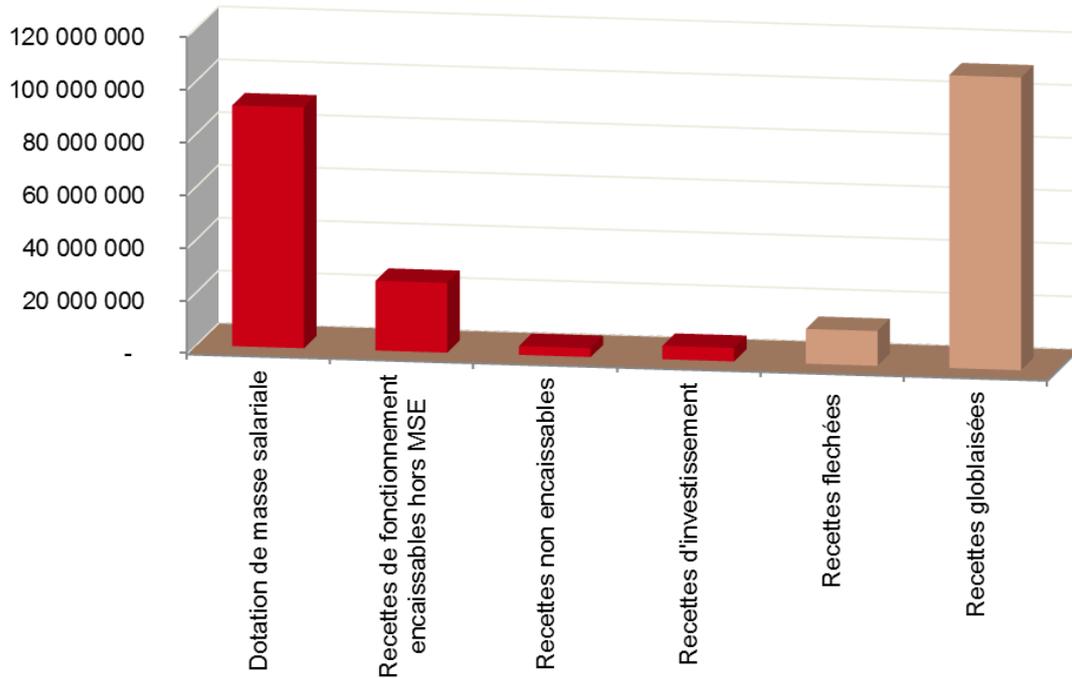
L'excédent prévisionnel du compte de résultat indique un taux de couverture des dépenses de fonctionnement/personnel supérieur à 100%. Ce ratio se maintient et traduit l'évolution du résultat depuis l'exercice 2014. Le taux de couverture des dépenses d'investissement est en augmentation du fait des recettes du Plan Campus en investissement.

La part de l'autofinancement dans la couverture des dépenses d'investissement est en diminution en raison du financement externe des opérations du plan campus. Les recettes d'investissement, augmentées de la CAF, ne couvrent pas les dépenses, ce qui entraîne un prélèvement sur le fonds de roulement de 1,39M€.

La CAF est en légère diminution et atteint 3,25% des produits de fonctionnement.

Le taux de saturation est en légère hausse à 79,32%. Le poids relatif de la masse salariale sur le budget de l'établissement reste constant.

### III. Recettes



**Figure 6 : recettes en droits constatés par catégorie et recettes à l'encaissement par catégorie**

Les recettes s'élèvent en encaissements à 123,89M€ et en droits constatés à 127,68M€

Cette différence s'explique par les recettes non encaissables (neutralisations d'amortissement) à hauteur de 3,36M€ et par 0,4M€ de différence entre les encaissements et les titres de recette pour les opérations pluriannuelles.

En droits constatés, les recettes sont en augmentation de 1,7M€ par rapport à la DBM 2015 ce qui s'explique par :

- l'inscription des recettes du plan campus à hauteur de 4,2M€ (+3,9M€)
- le mouvement technique en application du GBCP de suppression dans le budget du coût de soutien à la BDL et de la subvention de l'Etat à destination de la BDL (-1,6M€)
- la diminution du montant de neutralisation des amortissements et reprises sur provisions (-0,26M€)
- une légère diminution des recettes sur contrats pluriannuels (-0,10M€) et des investissements infra-annuels (-0,21M€)

La dotation couvrant la masse salariale État avoisine les 91,1M€. Elle a été budgétisée au regard de la notification de juin 2015 et des derniers éléments connus : prise en charge du

protocole de déprécarisation (loi Sauvadet), ajustement des contrats doctoraux et prise en charge partielle du GVT.

Les recettes d'investissement s'élèvent à 5,1M€, en augmentation de 4M€ en raison de l'inscription des recettes du plan campus (+3,9M€), une augmentation des recettes d'investissement sur contrat (+0,28M€) et la fin de la recette d'investissement de l'IEA (-0,16M€).

Les recettes non encaissables représentent 3,36M€.

En format GBCP les recettes à l'encaissement sont de deux catégories. Les recettes globalisées et les recettes fléchées.

Par principe une recette est globalisée, en particulier la subvention pour charge de service public.

Par délibération du conseil d'administration du 16 octobre 2015, les recettes fléchées sont définies par les trois critères cumulatifs suivants :

- ayant une utilisation prédéterminée par le financeur
- destinées à des dépenses explicitement identifiées
- ces dépenses étant potentiellement réalisées sur un exercice différent de celui de leur encaissement et entraînant un déséquilibre budgétaire, au titre d'un ou plusieurs exercices, lié au décalage temporel entre le décaissement des dépenses et l'encaissement des recettes fléchées les finançant.

En raison du nombre important de contrats de recherche et de subventions pluriannuels de l'Ecole, le volume des recettes fléchées s'élève à 13,1M€. Il est en proportion importante par rapport au volume global des recettes à l'encaissement 123,89M€ soit 10,62%.

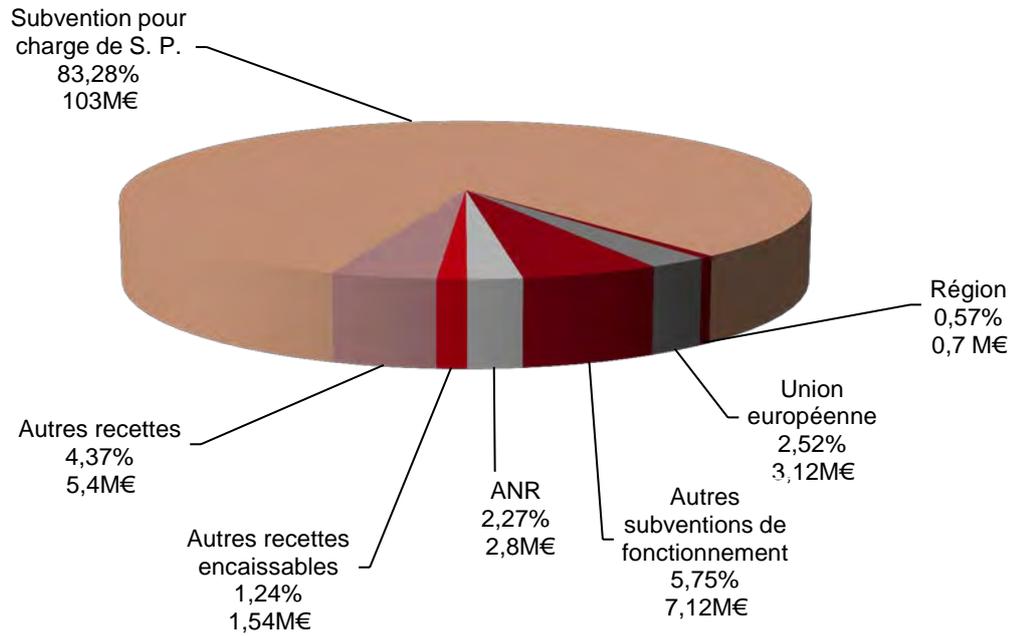


Figure 7 : recettes à l'encaissement par origine

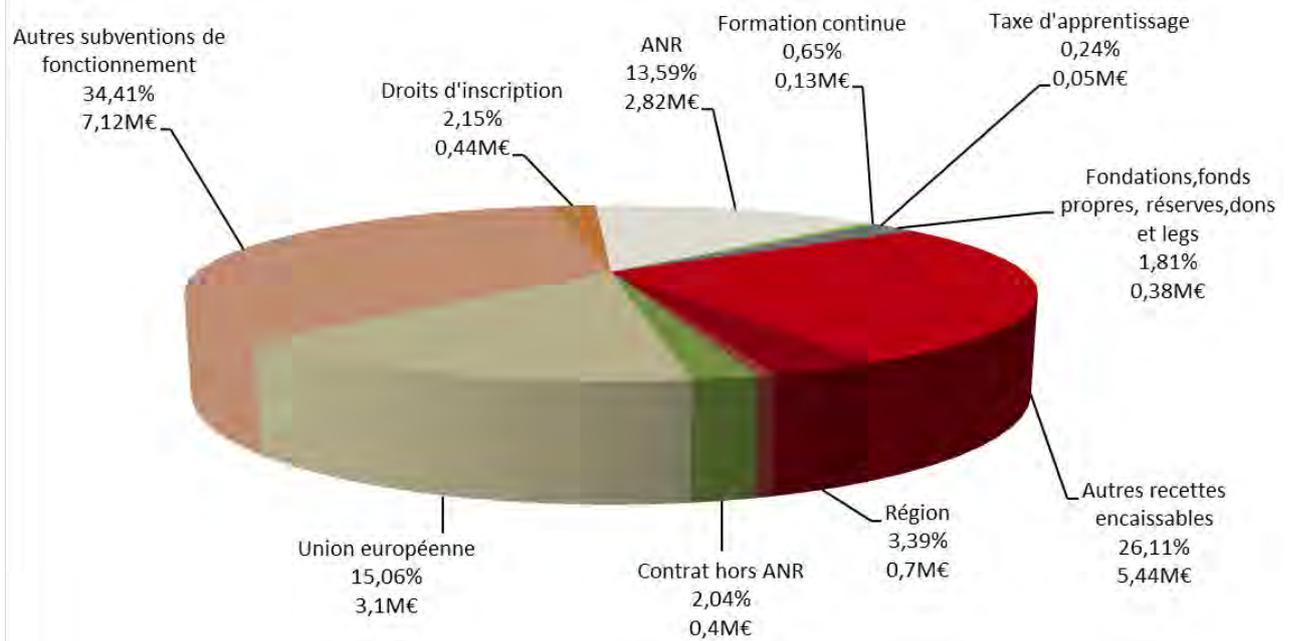


Figure 8 : répartition des recettes à l'encaissement hors SCSP

La subvention pour charge de service public (SCSP) reste le premier poste de financement de l'établissement (103,21M€), soit 83,30% des recettes attendues, et on constate une part significative en encaissement des subventions régionales (701 709€), des recettes provenant de l'Union européenne (3 148 995€) et des subventions ANR (2 810 734€).

	ENS	BDL	Total
<b>Dotation masse salariale</b>	<b>90 714 617</b>		<b>90 714 617</b>
M.S. transférée notification du 26 juin 2015	84 086 577		84 086 577
Contrats doctoraux notification du 26 juin 2015	4 737 945		4 737 945
Autres crédits de M.S.	1 890 095		1 890 095
<b>Dotation de fonctionnement</b>	<b>11 049 045</b>	<b>1 054 577</b>	<b>12 103 622</b>
Dotation globalisée de fonctionnement	10 696 230	507 647	11 203 877
Dotation globalisée de fonctionnement dédiée à la BDL		546 930	546 930
Bonus contractuel	500 000		500 000
Action sociale	43 000		43 000
Transfert des crédits vers l'ABES - participation à la licence Elsevier	-109 194		-109 194
Réserve de précaution	-80 991		-80 991
<b>Total</b>	<b>101 763 662</b>	<b>1 054 577</b>	<b>102 818 239</b>
<b>Recettes budgétisées prévisionnelles</b>	<b>1 448 145</b>	<b>20 000</b>	<b>1 318 145</b>
PERSEE	100 000		100 000
CADIST (prévision 2016)		20 000	20 000
Concours ITRF 2016 prévisionnel (montant notifié en 2015)	5 893		5 893
Concours 2016 (montant notifié en 2014)	498 983		498 983
Complément prévisionnel masse salariale contrats doctoraux fléchés pour les élèves fonctionnaires stagiaires : ajustement à 41 nouveaux contrats fléchés de la rentrée 2015 (impact 0€) et de l'hypothèse de l'entrée de 43 nouveaux contrats fléchés ENS à la rentrée 2016 (= 4 mois de rémunération de 43 contrats)	388 429		388 429
Compensation CAS protocole de déprécarisation (recrutements 2015 et recrutements prévisionnels 2016)	45 038		45 038
Actions spécifiques IUF prévisionnelles (compensation décharge 2/3 du service d'enseignement et financement de la prime d'excellence scientifique)	85 302		85 302
Actions spécifiques IUF (crédits de recherche)	137 500		137 500
Convention DGESIP (IFE)	150 000		
Indemnités et frais de missions prévisionnels CNU	37 000		37 000
<b>Total dotation Etat</b>			<b>0</b>
	<b>103 211 807</b>	<b>1 074 577</b>	<b>104 136 384</b>

Tableau 4 : recettes du MESR inscrites au projet du BI 2016

## IV. Dépenses

ENSL	BI 2016	DBM 2015	BP 2015
Masse salariale	94 567 726	95 172 666	94 998 663
Fonctionnement	20 662 141	20 285 117	19 279 459
Investissement	10 477 817	4 659 687	4 751 523
TOTAL	125 707 684	120 117 470	119 029 645

**Tableau 5 : évolution des crédits de paiement par enveloppe limitative pour l'ENS de Lyon**

ENSL	BI 2016	DBM 2015	BP 2015	CF 2014
Masse salariale	94 567 726	95 172 666	94 998 663	92 715 381
Fonctionnement	27 256 695	29 135 030	28 519 492	28 220 135
Investissement	10 477 817	4 659 687	4 751 523	5 195 845
TOTAL	132 302 238	128 967 383	128 269 678	126 131 361

**Tableau 5 bis : évolution des dépenses en droits constatés par enveloppe limitative pour l'ENS de Lyon**

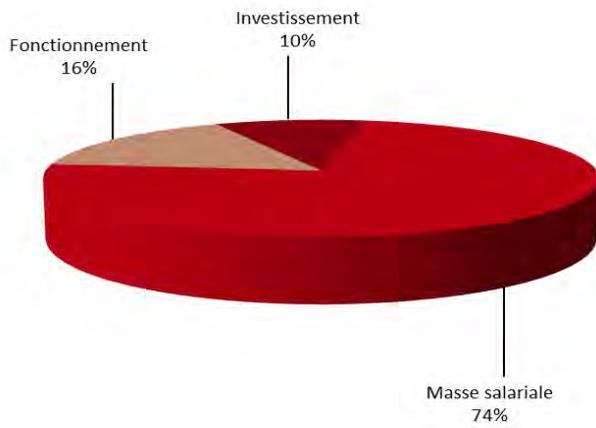
BDL	BI 2016	DBM 2015	BP 2015	CF 2014
Masse salariale	15 600	28 000	15 000	51 945
Fonctionnement	1 169 916	2 298 934	2 237 733	2 267 498
Investissement	260 000	15 000	-	27 015
TOTAL	1 445 516	2 341 934	2 252 733	2 346 458

**Tableau 6 : évolution des montants en droits constatés par enveloppe limitative pour la BDL**

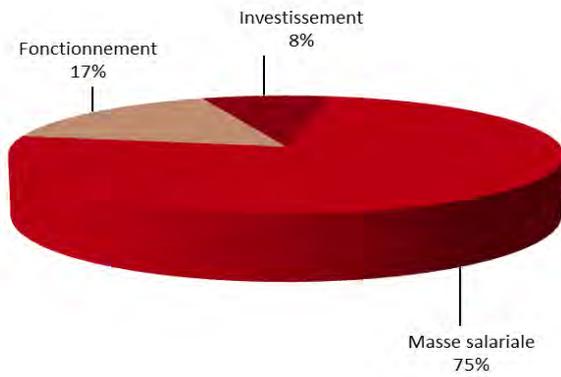
L'analyse comparée du volume total des dépenses en droits constatés (132,30M€) et en crédits de paiement (125,70M€) marque une différence de 6,6M€.

Celle-ci s'explique principalement par le montant des amortissements qui s'élèvent à 6,59M€ et ne donnent pas lieu à décaissement et donc à la consommation de crédits de paiement.

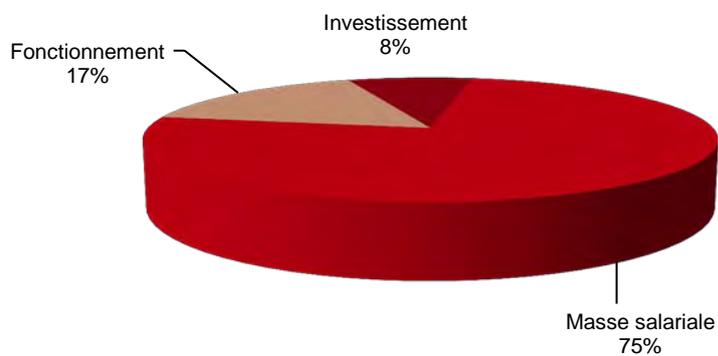
Quant à la masse salariale, en raison de l'égalité en masse salariale AE=CP, celles-ci sont équivalentes.



**Figure 9 : répartition des autorisations d'engagement par enveloppe limitative**



**Figure 10 : répartition des crédits de paiement par enveloppe limitative**



**Figure 10 bis: répartition des dépenses en droit constatés par enveloppe**

## IV.1 Fonctionnement

En crédits de paiement, les dépenses de fonctionnement augmentent de 0.38 M€, par rapport à la DBM 2015 : Cette augmentation s'explique par deux mécanismes :

- Une diminution de 0,17 M€ sur les opérations pluriannuelles en raison de l'attente de l'inscription de certains contrats pluriannuels qui seront complétés au moment du budget rectificatif
- Une augmentation de 0,54 M€ grâce notamment à l'optimisation des moyens école.

En droits constatés, outre cette évolution, les dépenses de fonctionnement diminuent de 0,5 M€ sur le poste des amortissements et des provisions. En effet, la DBM 2015 avait donné lieu à l'inscription d'une provision pour contentieux qui a été dénoué récemment.

Le poste des dépenses de fonctionnement est aussi impacté à hauteur de 1,6M€ par la non inscription dans le budget, en application du GBCP, de la contribution de l'Ecole à la BDL en moyen de soutien qui était évalué à 1M€ et de la dotation de l'Etat pour la BDL de 0,6M€ qui était inscrite au budget de l'Ecole. Cette diminution est sans impact car égal en recette et dépenses.

## IV.2 Investissement

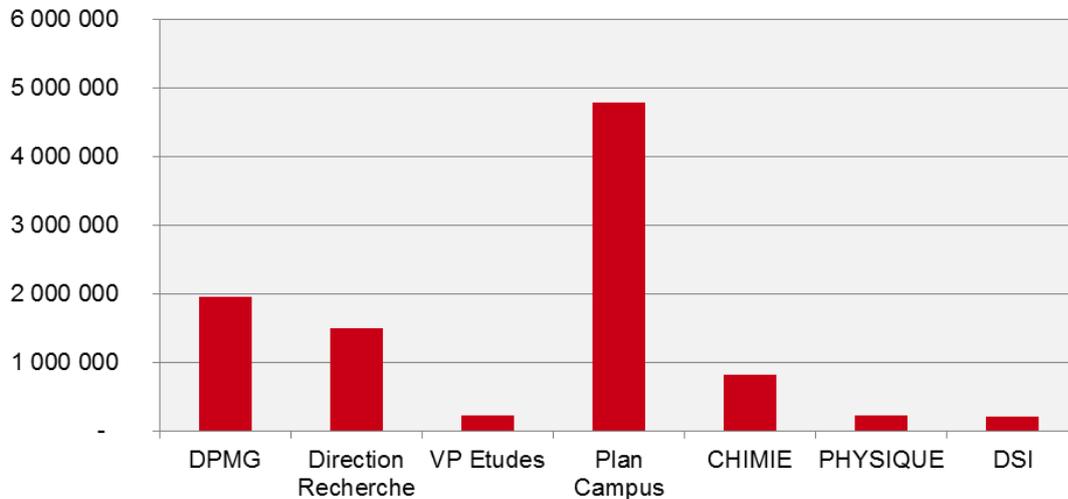


Figure 11 : les sept principaux investisseurs

Le projet de BI 2016 repose sur cinq éléments essentiels en ce qui concerne l'investissement :

- la mise en œuvre d'un effort d'investissement de 3M€ pour 2016 financé par la CAF à destination des missions de l'Ecole qui succède au PPI Jouvence de 1,5M€ par an qui prenait fin en 2015, marquant un effort significatif de l'Ecole au profit de l'investissement
- la mise en œuvre du plan campus en 2016 pour un montant de crédits de paiement de 4,78M€ (sachant que le plan campus représente un montant d'autorisations d'engagement pour l'année 2016 de 6,67M€)
- un effort d'investissement sur des projets spécifiques (équipements scientifiques, systèmes d'information, rénovation de locaux, part investissement du CEDES)
- des contrats de recherche comprenant une dimension d'équipement entraînant des investissements significatifs (figure 11).
- La continuité du PPI gros entretien renouvellement et du PPI accessibilité initiés en 2015

Le poste investissement s'élève à 10,47M€ soit une augmentation de 5,8M€ par rapport au BP 2015, et représente 8,27% des dépenses.

L'investissement s'élève en crédits de paiement à 10,47M€ dont 4,78M€ correspondent aux opérations du plan campus, 4M€ d'investissement mis en place sur l'école, 0,42M€ pour les PPI GER et Accessibilité, et 1,2M€ d'investissement prévu sur des projets de contrats et opérations pluriannuelles. En format GBCP, le poste investissement se distingue par une différence significative entre les AE et les CP. En effet les marchés qui sont lancés dans le cadre du plan campus nécessitent l'engagement des AE en mode pluriannuel alors que les crédits de paiement marquent les dépenses réellement faites sur l'exercice 2015.

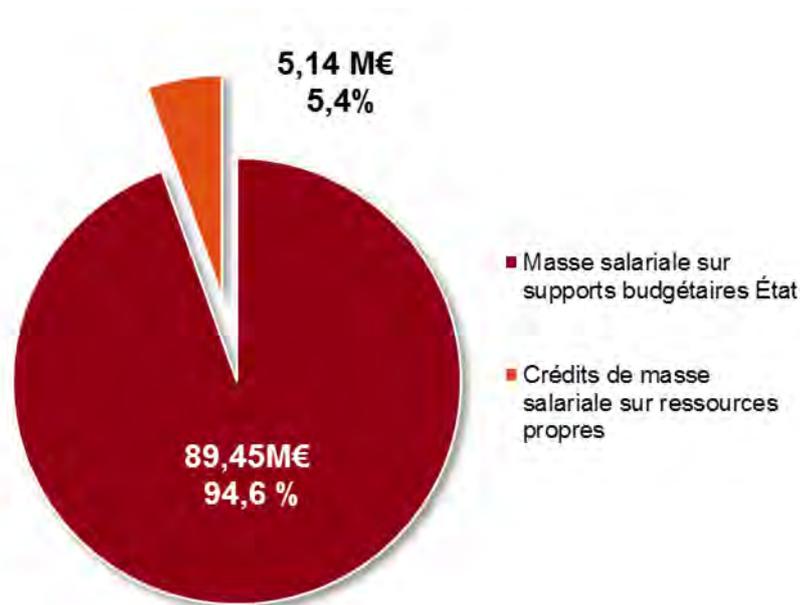
## IV.3 Masse salariale et plafond d'emplois

### 1. Masse salariale globale

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget initial 2016 s'élève à **94 583 326 €** (soit une baisse de 0.5% par rapport aux prévisions budgétaires 2015).

Elle se décompose comme tel :

- 89 446 407 € de dépenses prévisionnelles sur masse salariale État
- 5 136 919 € de dépenses prévisionnelles sur ressources propres



**Figure 12 - part relative de la masse salariale État et des autres crédits de masse salariale dans les dépenses de personnel au BI 2016**

La répartition entre la masse salariale Etat et sur ressources propres (les ressources propres représentaient 7% au BP 2015) varie de façon significative par rapport au budget de l'année dernière en raison d'un changement de périmètre qui sera appliqué au 1<sup>er</sup> janvier 2016.

En effet, certaines dépenses de personnel jusqu'à présent gérées sur ressources propres basculent dès lors sur la masse salariale État, dans une volonté de se conformer à la réglementation en vigueur depuis le passage aux responsabilités et compétences élargies.

Ce transfert représente environ 1 M€ dans le BI 2016 et correspond :

- aux CDD liés à des projets /actions spécifiques (hors remplacements liés à des absences temporaires : maladie, congé maternité et en dehors des remplacements d'agents titulaires suite à une mobilité interne ou externe) ou des vacances que feraient les services de la Présidence, de l'Ifé et de la DGS ainsi que les crédits de personnel liés à la GPEEC et à l'action sociale (enveloppe de 600 K€).
- les vacances d'enseignement et les crédits de personnel relatifs au FSDIE, au théâtre Kantor, à la CPES pour la VP Etudes (enveloppe de 400 K€).

## 2. Masse salariale sur supports budgétaires de l'État

### 2.1 Répartition de la masse salariale État par population

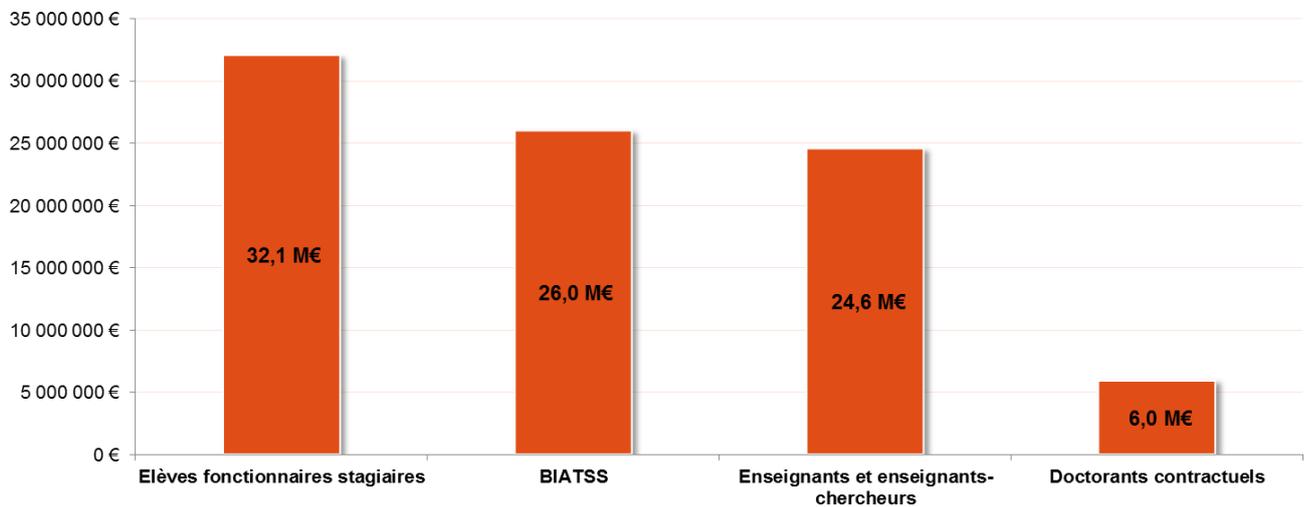


Figure 13 - répartition de la masse salariale sur emplois budgétaires de l'État par population en 2016 (en montants)

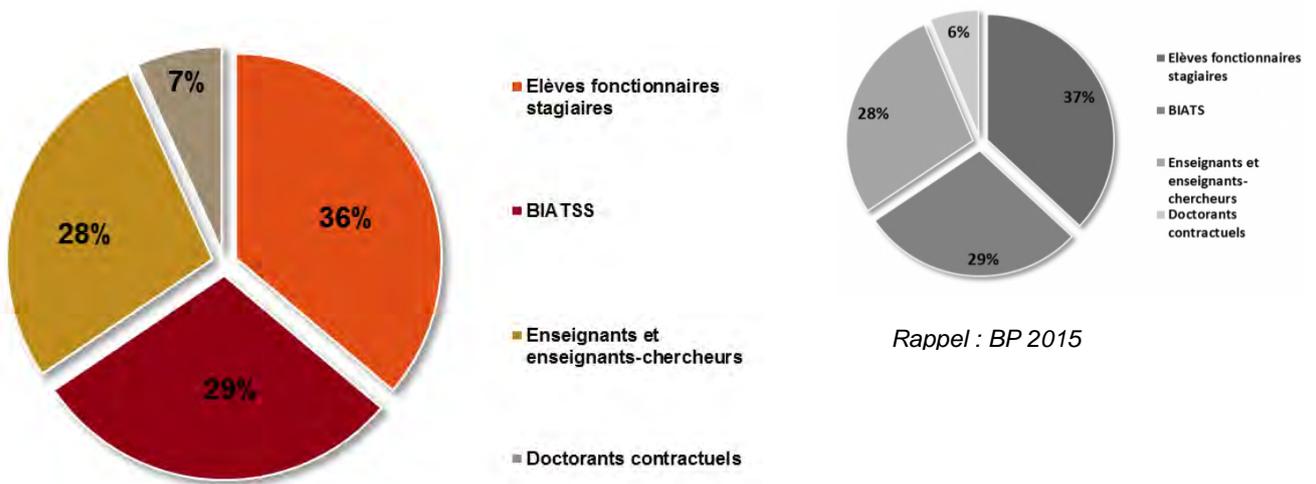


Figure 14 - ventilation de la masse salariale sur emplois budgétaires de l'État par population en 2016, en %

La répartition prévisionnelle des dépenses de personnel entre les différentes populations se décompose ainsi :

- 32,1M€ concernent les **élèves fonctionnaires stagiaires**, représentant ainsi 36% de l'ensemble des dépenses. Nous constatons une diminution par rapport à l'année précédente (BP 2015 : 32,9M€). Elle s'explique par la baisse du nombre de normaliens,

liée à leurs mouvements lors de la rentrée universitaire 2015. Un solde négatif important a ainsi été observé entre les élèves partis en année de césure et ceux qui ont réintégré l'École, d'où une incidence financière importante sur l'exercice 2016.

- 26M€ se rapportent aux **BIATSS**. La part de cette catégorie de personnels se fixe à 29% des dépenses globales, comme en 2015. Les dépenses prévisionnelles augmentent modérément du fait du GVT mais également d'un transfert de charges qui impactaient auparavant la masse des ressources propres (cf paragraphes 1 et 2.5)
- La population des **enseignants-chercheurs** affiche une charge de 24,6M€ en 2015, soit 28% des dépenses. La baisse relative en montants (25M€ au BP 2015) se justifie par des départs d'enseignants qui ont eu lieu à la rentrée universitaire 2015, ainsi que par des départs à la retraite dès janvier 2016 qui ne seront remplacés qu'en septembre 2016 dans le cadre de la campagne d'emplois 2016.
- Les **doctorants contractuels** représentent enfin 6M€, soit un montant supérieur de 400K€ par rapport à l'année précédente. Cette hausse s'explique par le fait que les doctorants qui termineront leur cursus en 2016 sont moins nombreux que le nombre prévisionnel de doctorants qui débiteront leur thèse à la rentrée universitaire 2016-2017.

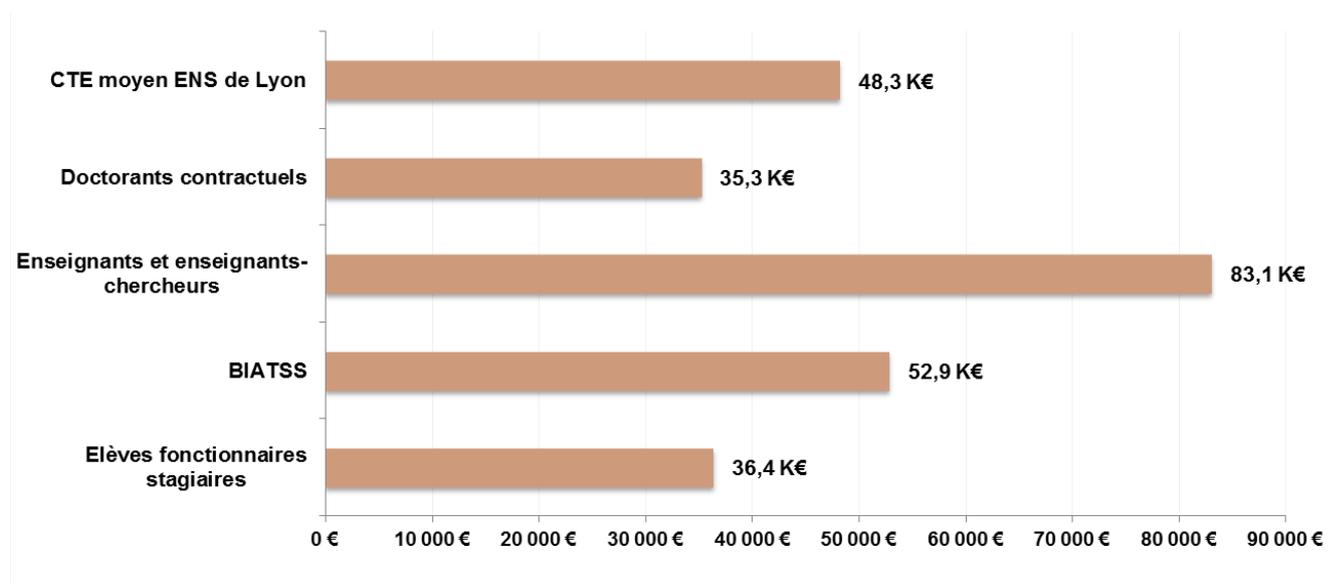


Figure 15 - coût total employeur prévisionnel moyen global et par population sur masse salariale État, en 2016

Le coût total employeur (CTE) moyen de l'École est estimé pour le BI 2016 à 48 252 €. Pour rappel, le coût prévu en DBM 2015 s'élevait à 48 045 €. Cette progression de 0,4% est liée à l'augmentation systématique de la masse salariale due au "glissement, vieillesse, technicité" (GVT) positif qui sera abordé ultérieurement dans ce rapport.

Quant au CTE moyen relatif aux enseignants et enseignants-chercheurs, sa baisse par rapport au coût de 86,5K€ affiché au BP 2015 s'explique par des départs d'agents aux rémunérations bien plus élevées que ceux qui les remplacent, qui sont généralement en début de carrière.

## 2.2 Principaux éléments de variation de la masse salariale État entre les prévisions 2015 et 2016

L'exécution prévisionnelle 2015 de la masse salariale État est estimée à 88,04M€. Cela conduirait ainsi à une exécution de 99,56% de l'enveloppe votée en DBM concernant ces dépenses de personnel.

Entre cette prévision d'exécution en 2015 et la prévision des dépenses 2016, la masse salariale augmentera de 0,62% (soit environ 550K€).

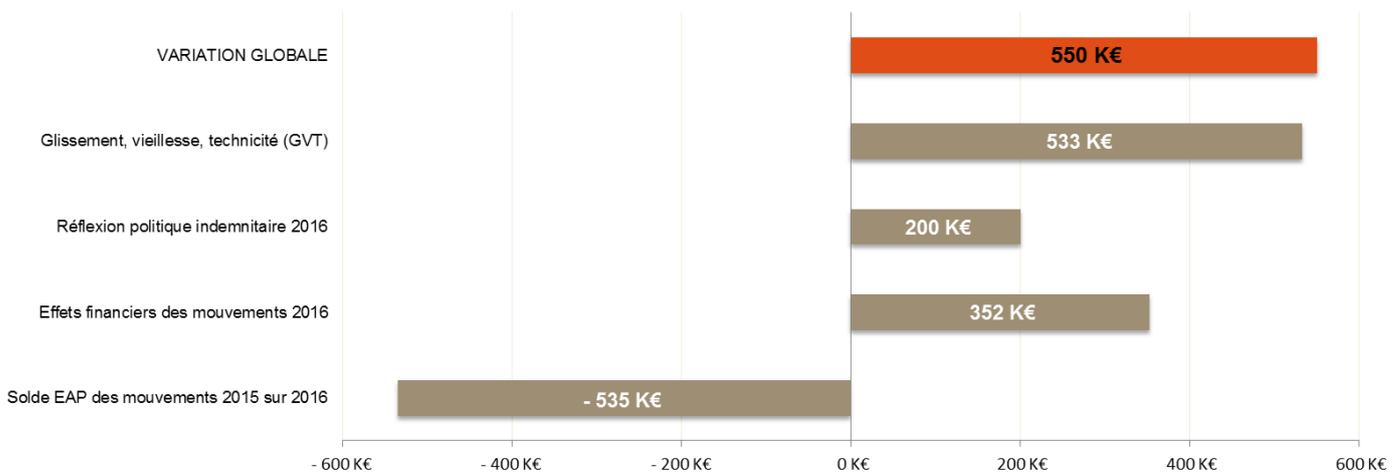


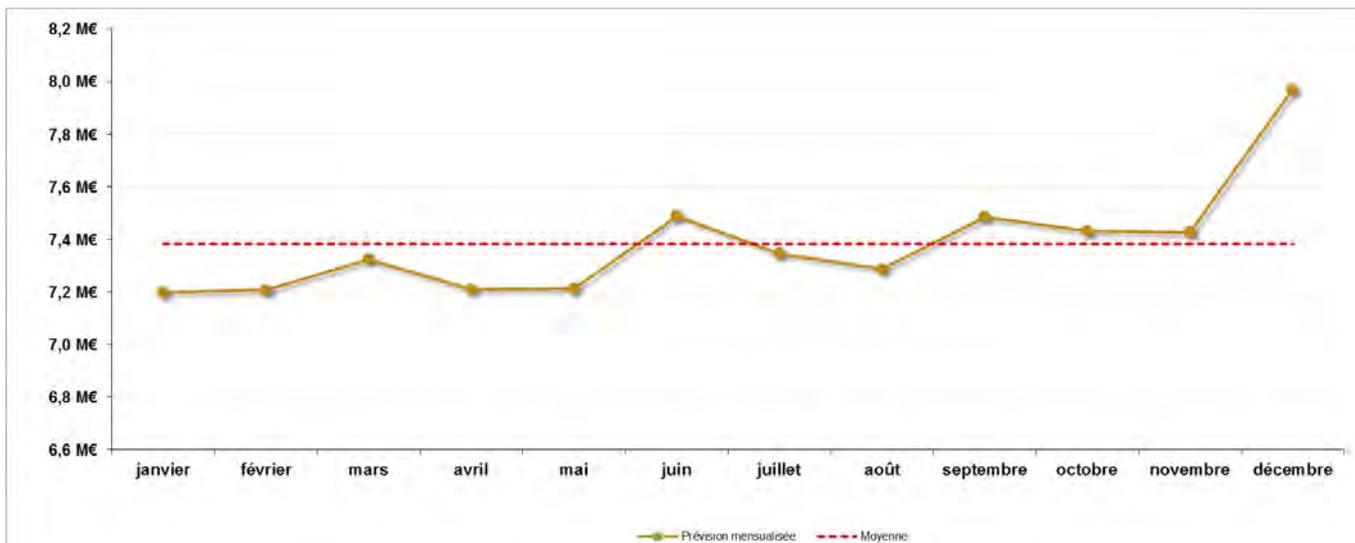
Figure 16 - éléments de décomposition de l'évolution des prévisions de masse salariale État entre 2015 et 2016

La variation observée trouve son explication dans différents types de mouvements :

- L'évolution mécanique de la masse salariale de l'École liée au **GVT**. Positif pour plus de 530K€, il est généré par la structuration des emplois de l'École et sa pyramide des âges. Une certaine prudence sera de mise pour réduire les impacts financiers liés à une éventuelle absence de financement par le MENESR de ce facteur d'évolution de notre masse salariale, comme ce fut le cas en 2014. Afin d'assurer sa sécurité financière, l'établissement poursuit son objectif amorcé depuis 3 ans en réalisant des campagnes d'emplois négatives. Il convient ainsi de préciser que la prochaine campagne d'emplois présentera un impact financier négatif d'environ 200K€ sur l'exercice 2016.
- La volonté d'homogénéiser les primes et indemnités des BIATSS en menant une réflexion globale sur la **politique indemnitaire**, dans le cadre de la mise en application nationale du "régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel" (RIFSEEP) : prévision de dépense à hauteur de 200 K€.
- Les effets financiers des **mouvements prévisionnels 2016** positifs à hauteur de 352K€. Les retours prévisionnels de congés sans traitement des élèves, l'arrivée des nouveaux

titulaires en 2016 dans le cadre de la campagne d'emplois ainsi que les départs prévisionnels en retraite sont les principaux éléments composant ce chiffre.

- les **extensions en année pleine** (EAP) 2016 des mouvements observés en 2015 sont négatives à hauteur de -535K€. Cela s'explique par :
  - les impacts de la campagne d'emplois 2015
  - les nombreux départs de normaliens en année de césure en octobre 2015
  - les départs / mutations d'enseignants chercheurs en septembre 2015



**Figure 17 - courbe de la prévision 2016 des dépenses mensuelles de masse salariale État**

La masse salariale sur emplois budgétaires de l'État est évaluée à **88 596 871 €** pour l'exercice 2016. Les emplois budgétaires sont liés aux ETPT, et ce montant ne prend donc pas en compte les vacances et l'action sociale (détaillées dans la suite du rapport) pour un montant de 849K€ (soit une masse salariale État totale de 89 446 407 €)

La dépense moyenne de la masse salariale État s'élève à environ 7,4M€.

L'aspect discontinu des dépenses mensuelles de personnel se justifie essentiellement par des éléments de rémunération dont la mise en paiement n'est pas systématique (par exemple : primes non mensualisées des enseignants-chercheurs), et par les flux d'entrées et de sorties de personnels.

Nous notons en outre la spécificité du mois de décembre. Celle-ci est la résultante du versement de l'ensemble des primes non mensualisées (dont les primes de fin d'année des personnels BIATSS), ainsi que de dépenses dont le mois d'impact est encore inconnu lors de la construction budgétaire.

## 2.3 Dépenses de personnel par catégorie de rémunération

La répartition prévisionnelle 2016 des dépenses de personnel sur budget État est la suivante :

- 51% correspondent aux rémunérations principales des personnels titulaires et contractuels avec 45,41M€
- 44% correspondent aux cotisations, contributions et prestations sociales avec 39,05M€, dont 29,19M€ de cotisation employeur au CAS « Pensions ».
- 5% correspondent aux différents régimes indemnitaires avec 4,14M€.

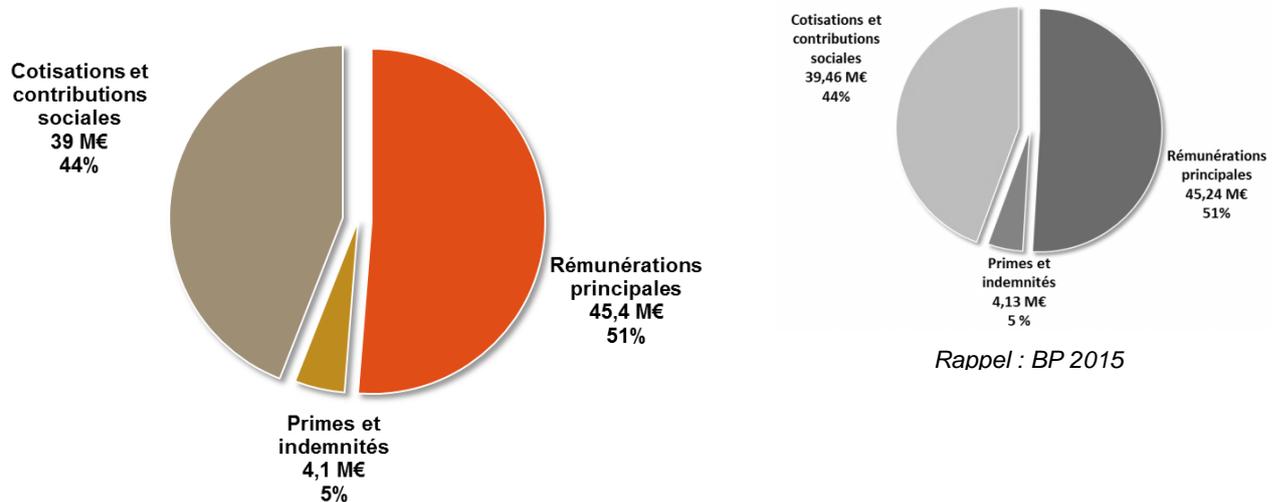


Figure 18 - ventilation des dépenses de personnel 2016 sur emplois budgétaires de l'État, par catégorie de rémunération (en %)

Le budget initial 2016 des dépenses de masse salariale connaît une évolution en montants par rapport à la prévision 2015, mais la répartition par catégorie de rémunération demeure similaire. Cela s'explique essentiellement par la stabilité des taux des diverses charges patronales, dont le CAS Pensions pour le traitement des titulaires.

## 2.4 Autres crédits de personnel sur masse salariale État (auparavant gérés sur la masse salariale ressources propres)

Jusqu'à présent, la gouvernance répartissait la dotation de fonctionnement de la subvention pour charges de service public (SCSP) aux différentes vice-présidences, à la BDL et à la direction générale des services à la suite du débat d'orientation budgétaire. Ceux-ci pouvaient utiliser librement la somme attribuée, que ce soit en fonctionnement, en investissement ou en crédits de personnels.

Les crédits de personnels utilisés sur ces moyens impactaient jusqu'alors la masse salariale des ressources propres.

S'agissant de la présidence, de la DGS et de l'IFÉ, ces crédits permettaient de recruter des CDD ou vacations de type administratif et/ou technique.

Or, au regard de la réglementation, dans un souci d'une meilleure sincérité budgétaire et pour une meilleure équité entre les services, il a été décidé de gérer ces crédits de personnel sur la masse salariale État et non plus sur les ressources propres.

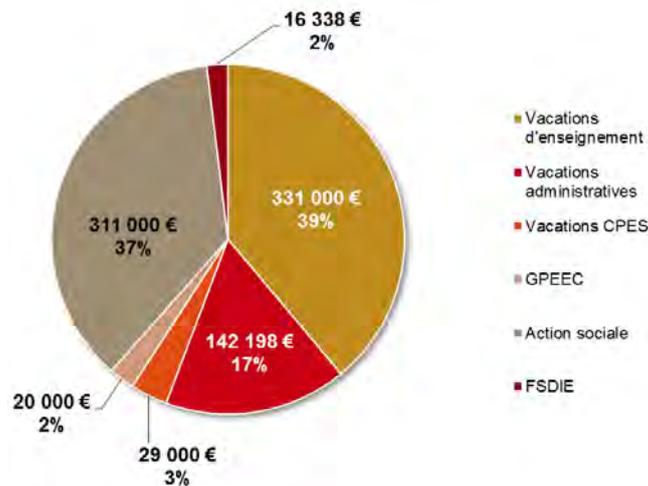
Comme évoqué en préambule, ils comprennent :

- les CDD liés à des projets /actions spécifiques ou des vacations que feraient les services de la Présidence, de l'Ifé et de la DGS ainsi que les crédits de personnel liés à la GPEEC et à l'action sociale
- les vacations d'enseignement et les crédits de personnel relatifs au FSDIE, au théâtre Kantor, à la CPES pour la VP Etudes

Les crédits de personnels de la VP Études, désormais décomptés sur la masse salariale État, demeurent néanmoins gérés directement par les services concernés.

Quant aux crédits de personnel alloués à la VP Recherche et ceux relatifs au concours d'entrée de l'ENS, ils resteront sur les ressources propres.

Les CDD de personnels administratifs ont été intégrés dans la masse relative aux BIATSS vue précédemment. Quant aux vacations et autres crédits de personnel, ils sont inclus dans le schéma ci-dessous.



**Figure 19 – ventilation des autres crédits de masse salariale État au BI 2016 par type de rémunération, en pourcentages**

Ces autres crédits de personnel regroupent :

- les vacances d'enseignement ("cours complémentaires") dont la charge pour 2016 est évaluée à 331K€ soit -8,8% par rapport aux prévisions du BP 2015
- les vacances administratives et techniques évaluées à 158K€
- les vacances liées à la CPES pour 29K€
- les crédits de personnel inscrits pour la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences (GPEEC) estimés à hauteur de 20K€ (exemples : jury de concours ITRF, formateurs...)
- l'action sociale qui est en augmentation de 6,5% par rapport au BP 2015, s'établissant ainsi à 311K€ pour 2016.

## 2.5 Plafond d'emplois

Pour rappel, le plafond d'emplois sur supports budgétaires de l'État est fixé à 1 965 ETPT (cf annexe "Tableau des emplois").

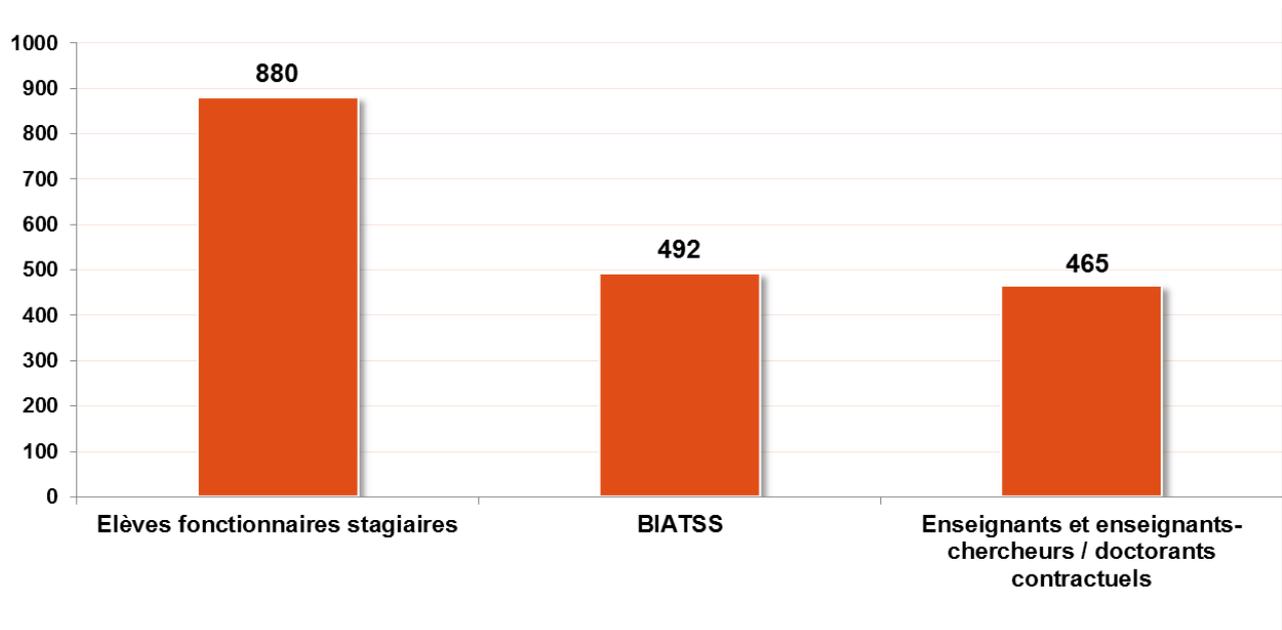


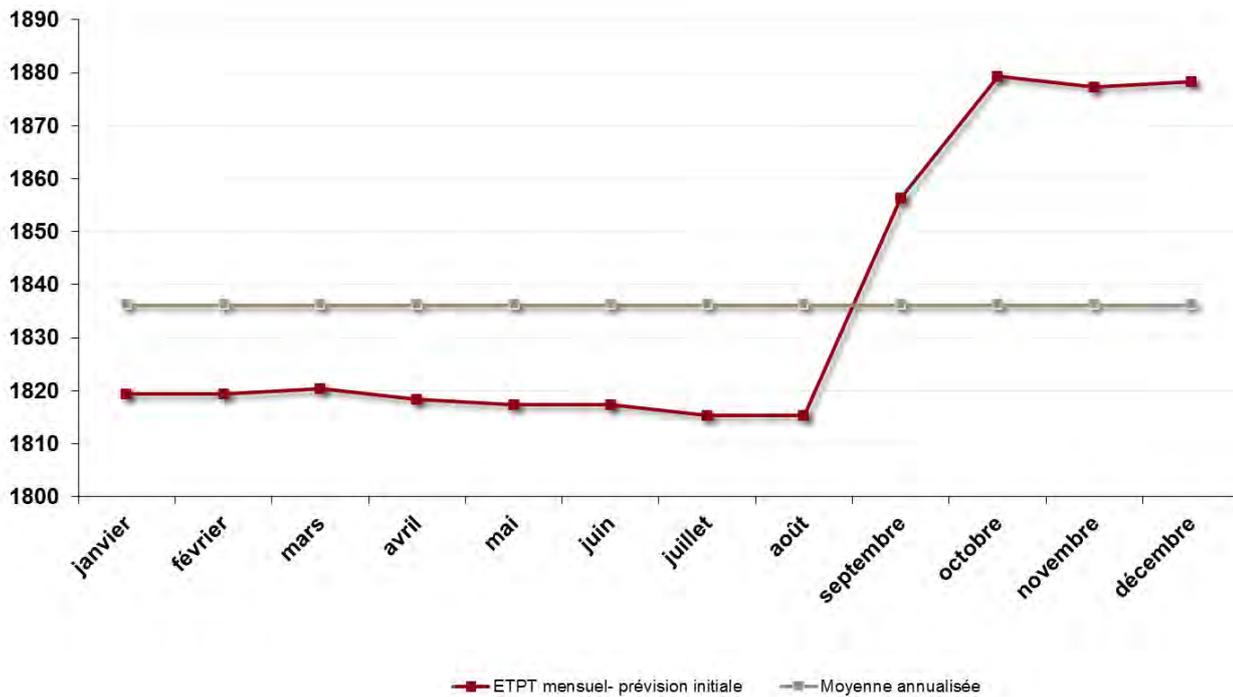
Figure 20 - répartition des ETPT par population sur emplois budgétaires de l'État en 2016

La prévision de consommation des ETPT sur emplois budgétaires s'établit à 1 836,1 ETPT. Cette moyenne annualisée prend en considération les arrivées et départs prévus sur l'exercice budgétaire.

La diminution constatée entre la dernière DBM et ce budget initial 2016 s'explique principalement par la baisse du nombre d'élèves fonctionnaires stagiaires. La réévaluation

prévisionnelle relative à leurs ETPT chute de 895 en 2015 à seulement 880 en 2016 : cela est dû au solde négatif des congés sans traitement de la rentrée universitaire 2015.

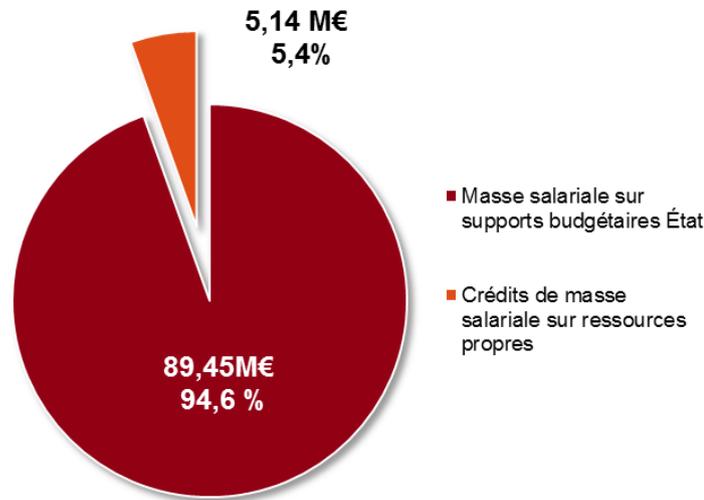
S'ajoutera à cette prévision celle afférente aux emplois financés sur ressources propres (toutes les ressources encaissables du compte de résultat prévisionnel, en dehors de la subvention notifiée par la DGESIP). La somme des deux détermine le plafond d'emplois de l'établissement soumis au vote du conseil d'administration. Le respect du plafond d'emplois se mesure en moyenne annualisée.



**Figure 21 - courbe de consommation prévisionnelle mensuelle des ETPT en 2016 et plafond d'emplois sur supports budgétaires État**

Il est cohérent d'observer un accroissement significatif des ETPT en septembre et octobre. Ces augmentations coïncident avec le calendrier des campagnes d'emplois, les retours prévisionnels de congés sans traitement des élèves fonctionnaires stagiaires à la rentrée universitaire 2016 ainsi que les arrivées des nouveaux doctorants.

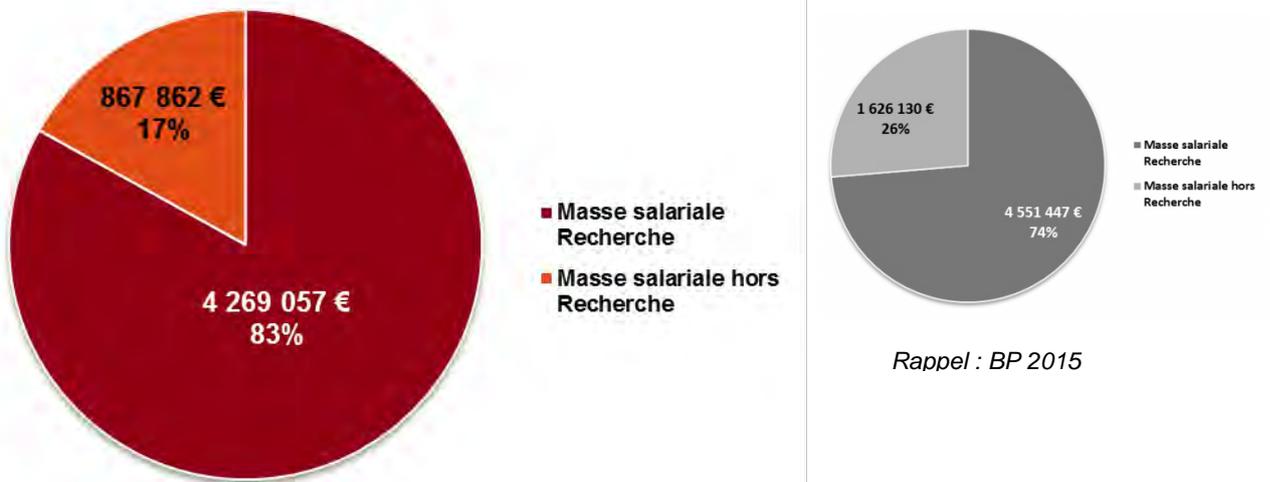
### 3. Masse salariale sur ressources propres



**Figure 22 - rappel : Part relative de la masse salariale État et des autres crédits de masse salariale dans les dépenses de personnel au BI 2016**

Les crédits de personnels financés sur ressources propres s'élèvent à **5 136 919 €**, soit 5,4% de l'ensemble des dépenses de masse salariale prévues pour ce budget initial 2016. Ces charges diminuent logiquement par rapport au BP 2015 dans la mesure où une partie des dépenses impacte désormais la masse salariale État, comme évoqué précédemment (CDD BIATSS, action sociale, vacations d'enseignement, GPEEC, FSDIE...).

Les dépenses via des contrats de recherche revêtent un caractère très approximatif car l'obtention de certains d'entre eux auprès des bailleurs de fonds n'est pas encore connue lors de la construction de ce budget. L'exécution pourra ainsi être différente, mais sans effet sur le résultat dans la mesure où le principe général des contrats qui prévaut est : dépenses = recettes.



**Figure 23 - répartition globale des crédits de masse salariale ressources propres par destination de la dépense au BI 2016**

La part de la masse salariale dédiée à la recherche est très forte : elle s'adjuge ainsi 83% des crédits sur ressources propres. Cela représente une prévision de 4,27M€.

Les crédits "hors recherche" s'établissent à 868K€. Ils concernent essentiellement les vacances prévues pour le jury du concours d'entrée de l'ENS, dont la charge pour 2016 est estimée à 526K€. Les autres crédits rassemblent des CDD et/ou vacances dans des services comme la BDL par exemple, là encore toujours financés par des ressources externes.

Le plafond d'emplois annuel associés aux ressources propres est estimé à 101 ETPT en 2016 :

- 75 ETPT enseignants chercheurs (doctorants, post-doctorants...)
- 26 ETPT administratifs et techniques

#### 4. Masse salariale globale et ETPT proposés au vote du conseil d'administration

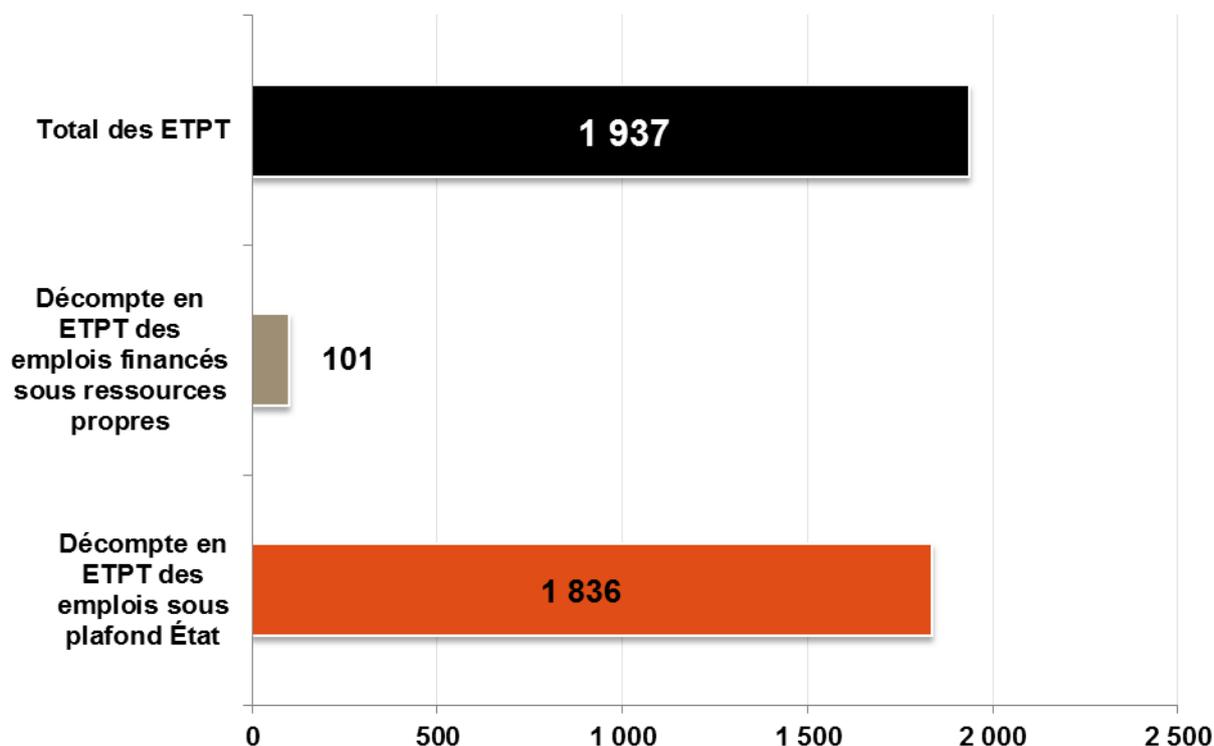


Figure 24 - décomposition du plafond d'emplois prévisionnel 2016 (en ETPT)

Les emplois État (1 836 ETPT) sont augmentés des emplois sur ressources propres (101 ETPT) pour former le plafond d'emplois de l'établissement. Pour rappel, le BP 2015 prévoyait un plafond global de 1 963 ETPT ; la baisse s'expliquant principalement par la baisse des effectifs des élèves.

Le plafond global des emplois ainsi proposé au vote du conseil d'administration est de **1 937 ETPT**.

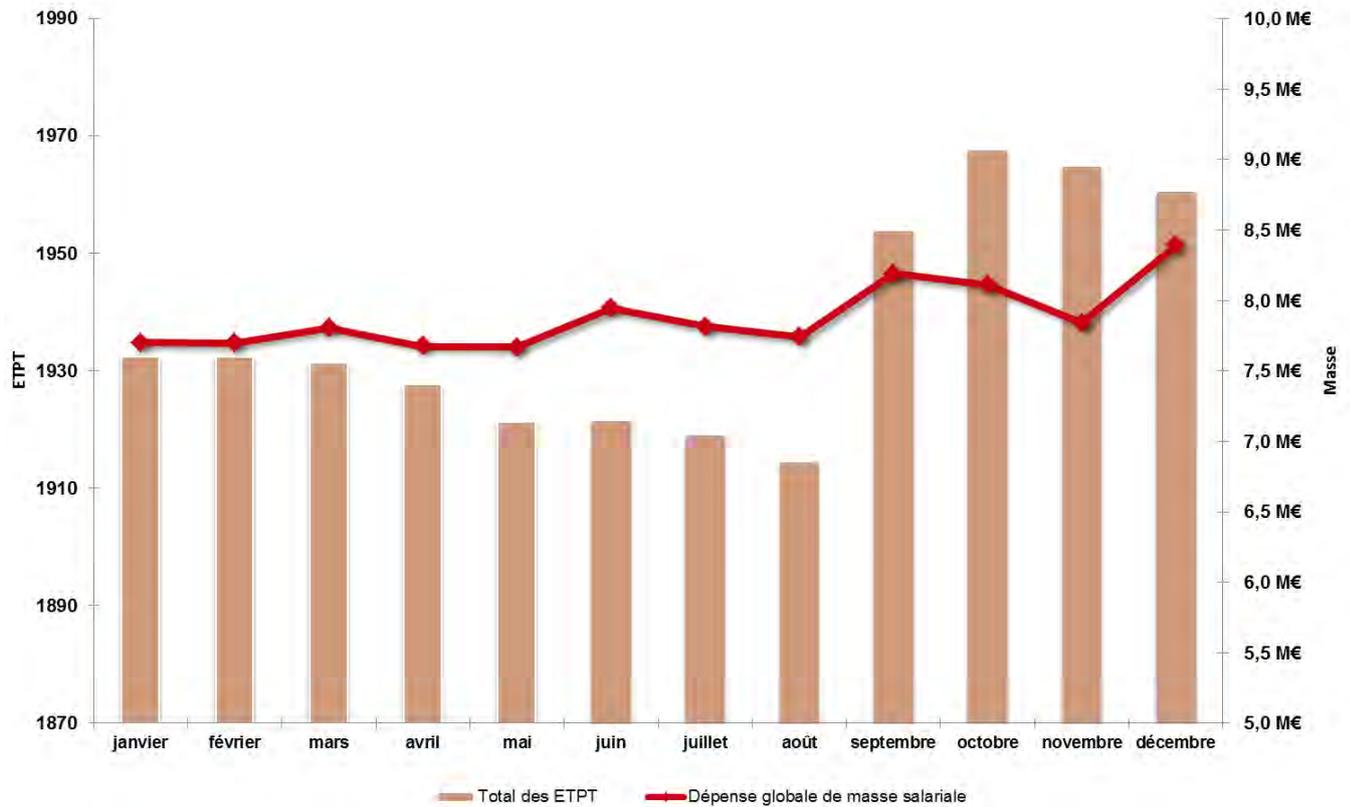


Figure 25 - consommation mensuelle totale en ETPT et masse salariale globale au BI 2016

L'enveloppe de masse salariale globale de l'ENS de Lyon proposée au vote du conseil d'administration pour le budget initial 2016 s'élève à **94 583 325 € (1 937 ETPT)**, dont 89,456 M€ en MSE (1836 ETPT) et 5,136 M€ en RP (101 ETPT).

La dépense mensuelle moyenne de masse salariale globale sur l'exercice 2016 est estimée à environ 7,88M€.

Code LOLF	Libellé LOLF	Budget total par action	Part relative de la masse salariale
D101	Formation initiale et continue de niveau licence	1 664 886 €	57,8%
D102	Formation initiale et continue de niveau master	14 551 097 €	92,3%
D103	Formation initiale et continue de niveau doctorat	5 661 523 €	99,6%
D105	Bibliothèques et documentation	4 630 874 €	100,0%
D106	Recherche universitaire – sciences de la vie, biotechnologie et santé	5 171 860 €	48,1%
D107	Recherche universitaire – mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies	3 460 430 €	71,7%
D108	Recherche universitaire – physique, chimie, sciences de l'ingénieur	6 053 226 €	51,5%
D110	Recherche universitaire – sciences de la Terre, de l'Univers et de l'environnement	1 312 365 €	76,8%
D111	Recherche universitaire – Sciences des Hommes et de la société	7 857 900 €	83,5%
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	3 832 476 €	68,5%
D113	Diffusion des savoirs	3 480 151 €	89,3%
D114	Politique immobilière	16 466 078 €	19,9%
D1151	Pilotage de l'établissement	18 154 929 €	70,1%
D1152	Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires	32 052 262 €	100%
D201	Aides directes aux étudiants	785 605 €	2,1%
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	572 022 €	79,4%
Total LOLF		<b>125 707 684 €</b>	<b>75,2%</b>

**Tableau 7 - part de la masse salariale rapportée au total des actions LOLF décaissables du compte de résultat. BI 2016 – ENS de Lyon**

La part de la masse salariale rapportée aux dépenses décaissables atteint 75,2%.

Le ratio mesurant le poids des dépenses de personnel rapportées aux produits de fonctionnement encaissables s'établit à 79,3%.

## IV.4 Dépenses LOLF

Code Action	Libellé
D101	Formation initiale et continue de niveau licence
D102	Formation initiale et continue de niveau master
D103	Formation initiale et continue de niveau doctorat
D105	Bibliothèques et documentation
D106	Recherche universitaire – sciences de la vie, biotechnologie et santé
D107	Recherche universitaire – mathématiques, sciences et techniques de l'information, micro et nano technologies
D108	Recherche universitaire – physique, chimie et sciences de l'ingénieur
D110	Recherche universitaire – sciences de la Terre, de l'Univers et de l'environnement
D111	Recherche universitaire – sciences de l'Homme et de la société
D112	Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale
D113	Diffusion des savoirs
D1142	Immobilier - maintenance
D1143	Immobilier - sécurité
D201	Aides directes aux étudiants
D202	Aides indirectes aux étudiants
D203	Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives
D1151	Pilotage de l'établissement
D1152	Rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires

**Tableau 8 : actions LOLF**

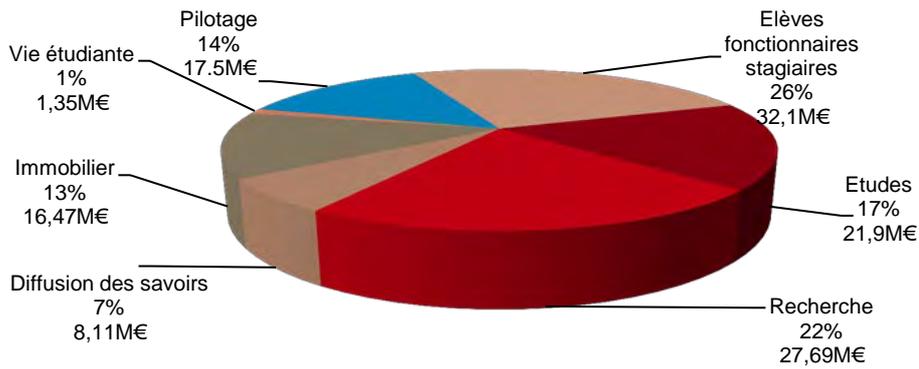


Figure 26 : répartition des crédits de paiement par domaine toutes masses confondues

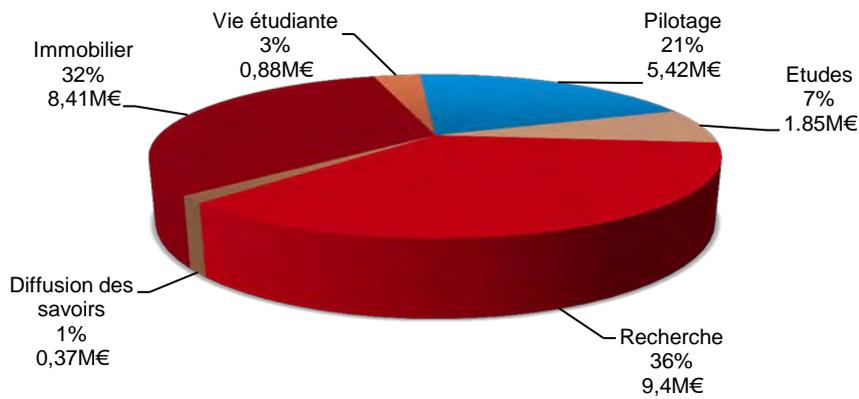


Figure 27 : répartition des crédits de paiement par domaine hors masse salariale et hors plan campus

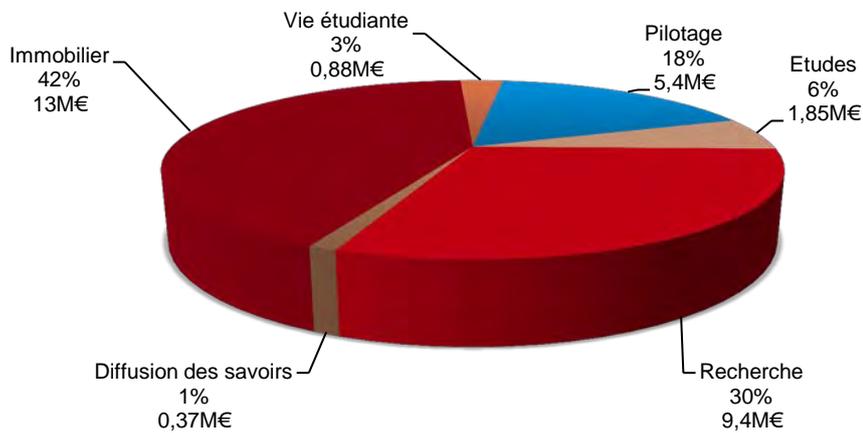
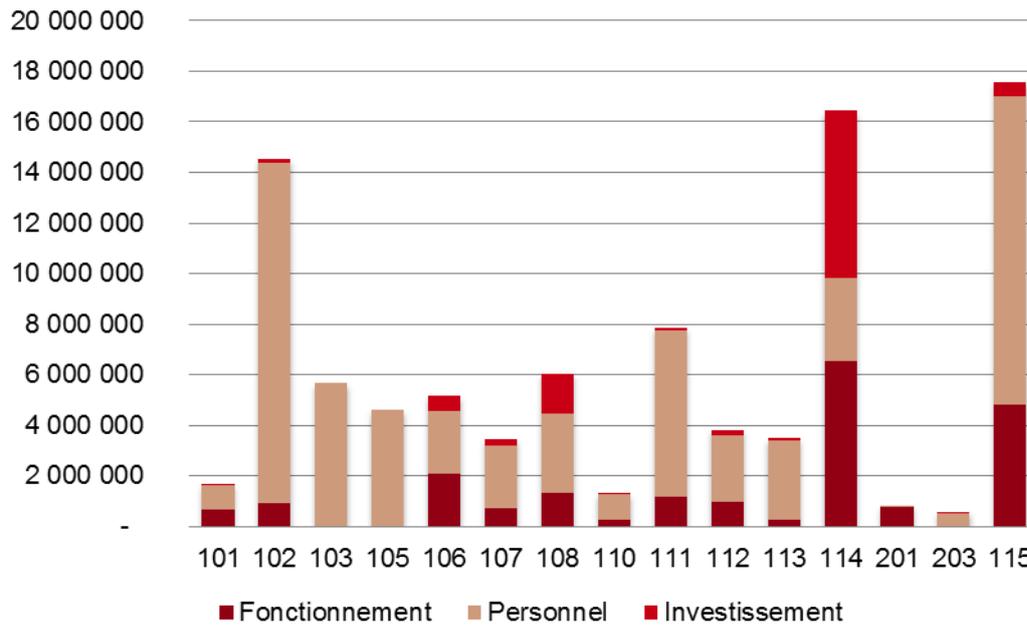


Figure 28 : répartition des crédits de paiement par domaine hors masse salariale



**Figure 29 : crédits de paiement par masse et par action LOLF – hors action D1152, rémunération des élèves fonctionnaires stagiaires**

La répartition en pourcentage de la structure de dépense reste globalement stable, même si on note une augmentation de la part immobilière, en raison de l'effort porté sur l'investissement et une diminution de la part diffusion des savoirs liée à la suppression technique de la contribution de l'École aux moyens généraux de la BDL.

## VI. Budgets des unités de recherche

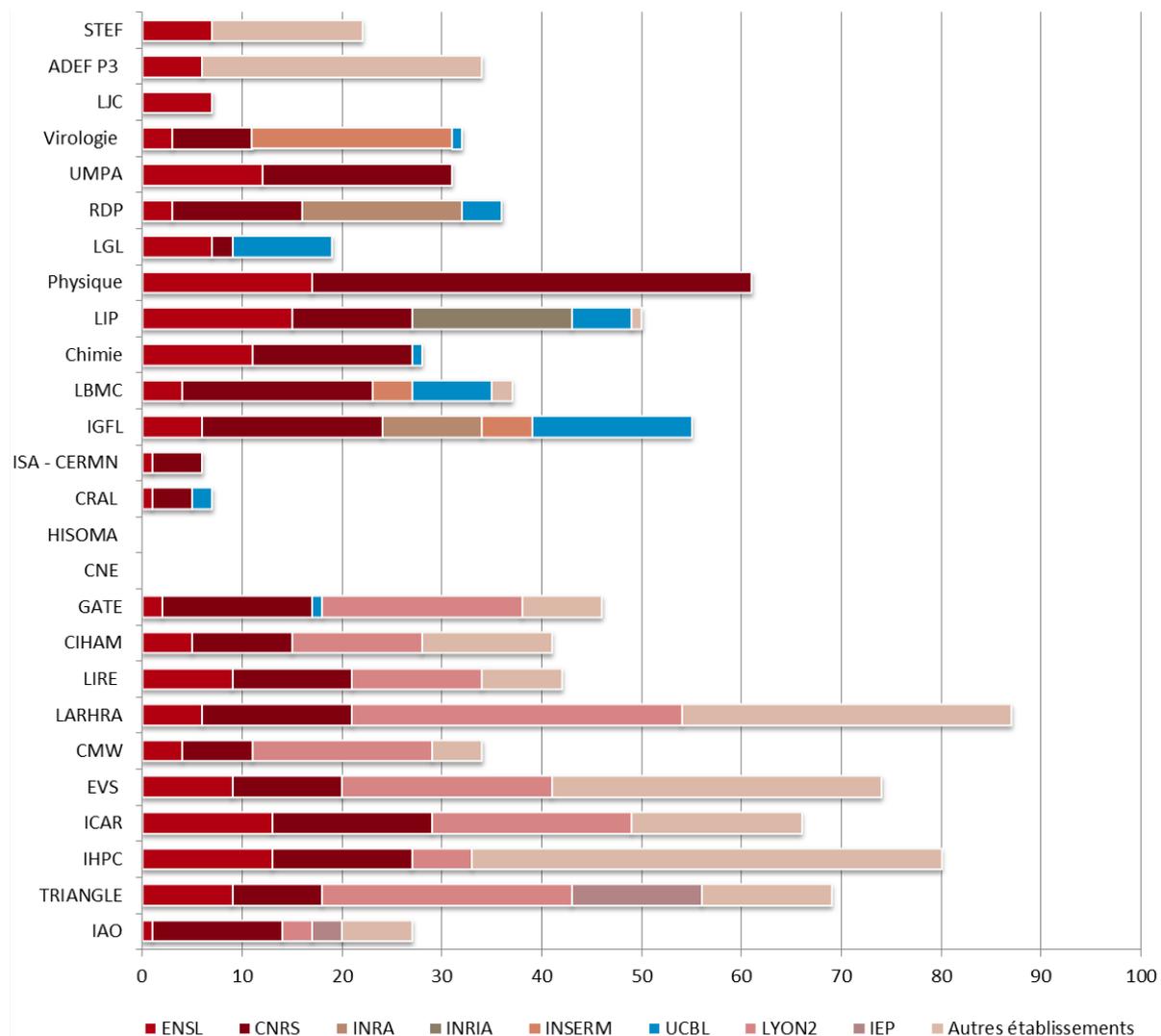


Figure 30 : personnels des unités mixtes par partenaire en ETPT

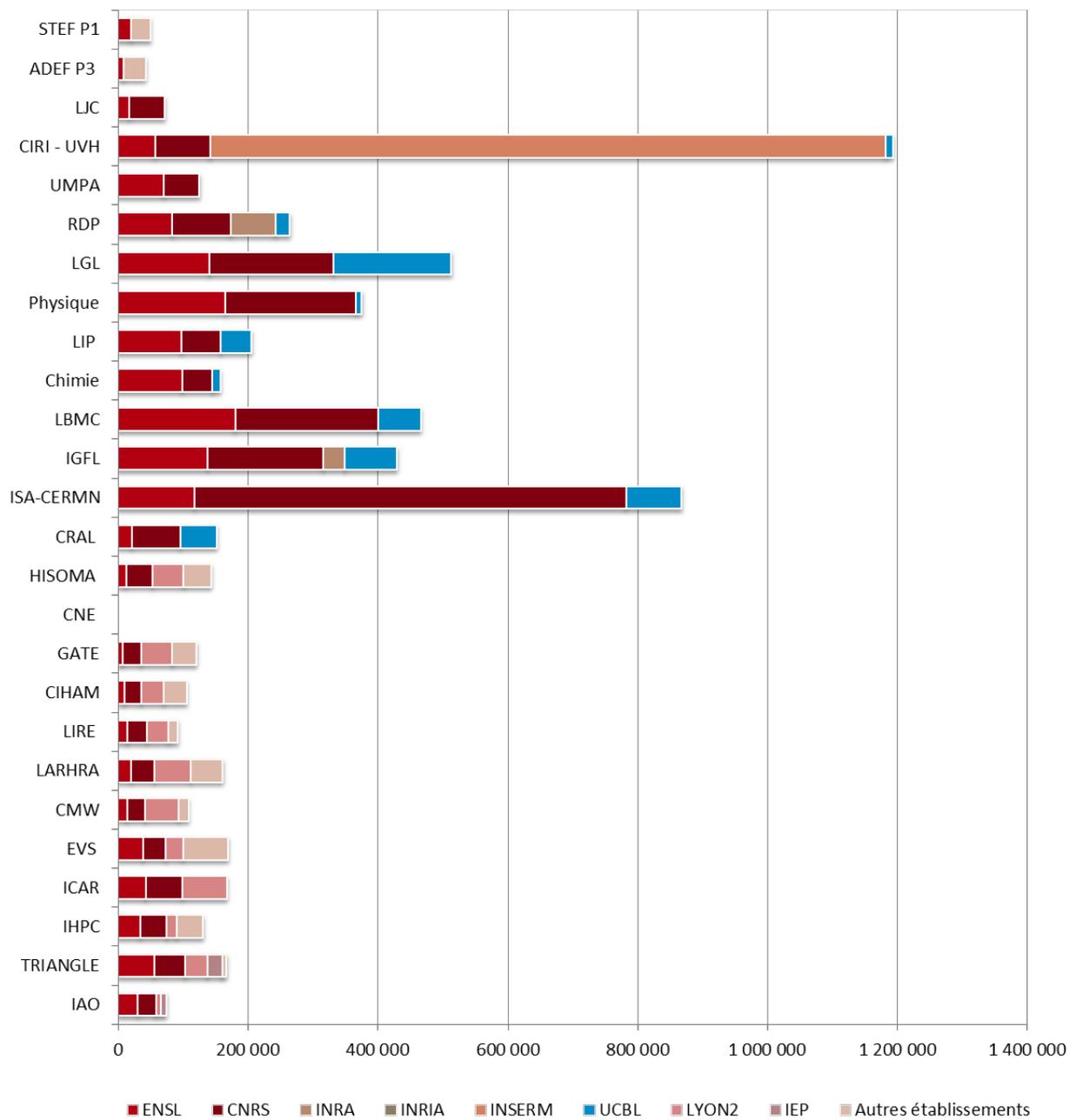


Figure 31 : répartition des moyens financiers des unités mixtes par partenaire hors masse salariale

## Sigles utilisés

<b>AE :</b>	autorisation d'engagement
<b>BDL :</b>	bibliothèque Diderot de Lyon
<b>BI :</b>	budget initial
<b>BIU :</b>	bibliothèque interuniversitaire
<b>BP :</b>	budget primitif
<b>BR :</b>	budget rectificatif
<b>BPI :</b>	budget propre intégré
<b>CAF :</b>	capacité d'autofinancement
<b>CD :</b>	centre de dépense
<b>CIB :</b>	contrôle interne budgétaire
<b>CICF :</b>	contrôle interne comptable et financier
<b>CP :</b>	crédit de paiement
<b>CEDES :</b>	Contrat d'Etablissement pour le Développement de l'Enseignement Supérieur
<b>CNDP :</b>	Centre National de Documentation Pédagogique
<b>CRP :</b>	compte de résultat prévisionnel
<b>DAF :</b>	direction des affaires financières
<b>DBM :</b>	décision budgétaire modificative
<b>DPMG :</b>	direction du patrimoine et des moyens généraux
<b>DRH :</b>	direction des ressources humaines
<b>DSI :</b>	direction des systèmes d'information
<b>EBE :</b>	excédent brut d'exploitation
<b>ENSL :</b>	ENS de Lyon
<b>FdR :</b>	Fonds de roulement
<b>FR :</b>	Fonds recherche
<b>GBCP :</b>	Décret du 10 novembre 2012 - gestion budgétaire comptable et publique
<b>IAF :</b>	insuffisance d'autofinancement
<b>IEA :</b>	Institut d'Etudes Avancées
<b>IFE :</b>	Institut Français de l'éducation
<b>INRP :</b>	Institut National de la Recherche Pédagogique
<b>PAPE :</b>	projet annuel de performance de l'établissement
<b>PPI :</b>	programme pluriannuel d'investissement
<b>RCE :</b>	responsabilités et compétences élargies
<b>TFA :</b>	tableau de financement abrégé
<b>UMR :</b>	unité mixte de recherche
<b>UMS :</b>	unité mixte de service

**Présidence Budget Propre Intégré : D10 - Présidence**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D1151		149.000€	50.000€	199.000€
<b>TOTAL</b>		149.000€	50.000€	<b>199.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>20.000€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-179.000€</b>
------------------------------------	------------------

**Présidence Budget Propre Intégré : D11 - Communication**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D1151		102.168€		102.168€
<b>TOTAL</b>		102.168€		<b>102.168€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>9.168€</b>
---	---------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-93.000€</b>
------------------------------------	-----------------

**Présidence Budget Propre Intégré : D40 – Mission Formation Continue**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D102	25.000€	20.600€		45.600€
D1151	32.464€	49.921€		82.385€
<b>TOTAL</b>	57.464€	70.521€		<b>127.985€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>139.100€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>11.115€</b>
------------------------------------	----------------

**Présidence Budget Propre Intégré : D50 – Direction Relations Internationales**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D102	8.000€	47.935€		55.935€
D1151		76.697€		76.697€
D201		562.767€		562.767€
<b>TOTAL</b>	<b>8.000€</b>	<b>687.399€</b>		<b>695.399€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>170.078€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-525.321€</b>
------------------------------------	------------------

**Moyens non répartis D00**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D1151		300.000€		300.000€
D4		6.327.554€		6.327.554€
<b>TOTAL</b>		<b>6.627.554€</b>		<b>6.627.554€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>14.888.914€</b>
---	--------------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>8.261.360€</b>
------------------------------------	-------------------

**VP Etudes Budget Propre Intégré : E10 – Vice-Présidence**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102		125.000€	117.769€	242.769€
TOTAL		125.000€	117.769€	<b>242.769€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>496.000€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>253.231€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Etudes Budget Propre Intégré : E20 - Admissions et concours**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D101	526.000€	465.880€	6.120€	998.000€
TOTAL	526.000€	465.880€	6.120€	<b>998.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>612.814€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-385.186€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Etudes Budget Propre Intégré : E30 - Vie étudiante et campus**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D203	35.000€	87.000€	30.950€	152.950€
TOTAL	35.000€	87.000€	30.950€	<b>152.950€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>42.000€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-110.950€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Etudes Budget Propre Intégré : E50 - Départements et formations**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D101		15.941€		15.941€
D102	14.960€	670.184€	72.050€	757.194€
D103		23.911€		23.911€
<b>TOTAL</b>	<b>14.960€</b>	<b>710.036€</b>	<b>72.050€</b>	<b>797.046€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>146.728€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-650.318€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : R01 - Vice-Présidence recherche**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D106	13.330€		493.055€	506.385€
D107	79.312€	2.000€	201.650€	282.962€
D108			484.980€	484.980€
D110	5.332€		12.220€	17.552€
D111	19.995€		85.825€	105.820€
D112	46.468€	191.850€	127.770€	366.088€
D1141			100.000€	100.000€
D1151		440.000€		440.000€
<b>TOTAL</b>	<b>164.437€</b>	<b>633.850€</b>	<b>1.505.500€</b>	<b>2.303.787€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>1.079.923€</b>
---	-------------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-1.223.864€</b>
------------------------------------	--------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S10 - LGL**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D110	177.688€	229.865€	39.250€	446.803€
<b>TOTAL</b>	<b>177.688€</b>	<b>229.865€</b>	<b>39.250€</b>	<b>446.803€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>224.270€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-222.533€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S11 - CRAL**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D110		18.800€	4.000€	22.800€
<b>TOTAL</b>		<b>18.800€</b>	<b>4.000€</b>	<b>22.800€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>0€</b>
---	-----------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-22.800€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S20 - IXXI****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D112		111.000€		111.000€
TOTAL		111.000€		111.000€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 70.000€****C. Solde budgétaire (B – A) -41.000€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S22 - ICBP****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D102	15.300€	71.646€		86.946€
D201		206.500€		206.500€
TOTAL	15.300€	278.146€		293.446€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 318.115€****C. Solde budgétaire (B – A) 24.669€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S60 - LBMC****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	143.313€	150.164€	10.000€	303.477€
TOTAL	143.313€	150.164€	10.000€	303.477€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 68.553€****C. Solde budgétaire (B – A) -234.924€**

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S61 - Unité de virologie humaine**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	149.521€	222.600€	7.000€	379.121€
<b>TOTAL</b>	<b>149.521€</b>	<b>222.600€</b>	<b>7.000€</b>	<b>379.121€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>249.954€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-129.167€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S62 - IGFL**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	302.610€	888.061€		1.190.671€
<b>TOTAL</b>	<b>302.610€</b>	<b>888.061€</b>		<b>1.190.671€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>726.521€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-464.150€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S63 - RDP**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106	191.685€	257.134€	35.000€	483.819€
<b>TOTAL</b>	<b>191.685€</b>	<b>257.134€</b>	<b>35.000€</b>	<b>483.819€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>644.668€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>160.849€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S70 - UMPA**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D107	42.015€	316.995€	22.000€	381.010€
<b>TOTAL</b>	<b>42.015€</b>	<b>316.995€</b>	<b>22.000€</b>	<b>381.010€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>205.923€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-175.087€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S71 - LIP**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D107	650.236€	388.740€	47.800€	1.086.776€
<b>TOTAL</b>	<b>650.236€</b>	<b>388.740€</b>	<b>47.800€</b>	<b>1.086.776€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>582.404€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-504.372€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S80 - Physique**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	451.010€	584.722€	223.610€	1.259.342€
<b>TOTAL</b>	<b>451.010€</b>	<b>584.722€</b>	<b>223.610€</b>	<b>1.259.342€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>1.659.597€</b>
---	-------------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>400.255€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S81 - Chimie****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	608.708€	513.546€	818.770€	1.941.024€
<b>TOTAL</b>	<b>608.708€</b>	<b>513.546€</b>	<b>818.770€</b>	<b>1.941.024€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 1.760.123€****C. Solde budgétaire (B – A) -180.901€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S82 - CERMN****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108	118.000€	238.465€	47.000€	403.465€
D4		267.000€		267.000€
<b>TOTAL</b>	<b>118.000€</b>	<b>505.465€</b>	<b>47.000€</b>	<b>670.465€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 829.926€****C Solde budgétaire (B – A) 159.461€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S83 - ICL****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D108		3.990€	22.610€	26.600€
<b>TOTAL</b>		<b>3.990€</b>	<b>22.610€</b>	<b>26.600€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€****C. Solde budgétaire (B – A) -26.000€**

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S90 - PSMN**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	<b>TOTAL</b>
D112		10.000€	18.700€	28.700€
<b>TOTAL</b>		10.000€	18.700€	<b>28.700€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€****C. Solde budgétaire (B – A) -28.700€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S91 - PBES**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	<b>TOTAL</b>
D106	142.812€	355.300€	47.188€	545.300€
<b>TOTAL</b>	142.812€	355.300€	47.188€	<b>545.300€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 503.300€****C. Solde budgétaire (B – A) -42.000€****VP Recherche Budget Propre Intégré : S95 - Atelier**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	<b>TOTAL</b>
D112		1.177€		1.177€
<b>TOTAL</b>		1.177€		<b>1.177€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 1.177€****C. Solde budgétaire (B – A) 0€**

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S96 - Magasin de biologie**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106		195.000€		195.000€
<b>TOTAL</b>		195.000€		<b>195.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>195.000€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>0€</b>
------------------------------------	-----------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : S97 - Coordination de biologie**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D106		20.000€		20.000€
<b>TOTAL</b>		20.000€		<b>20.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>20.000€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>0€</b>
------------------------------------	-----------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L11 – CIHAM**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		11.750€	1.250€	13.000€
<b>TOTAL</b>		11.750€	1.250€	<b>13.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>0€</b>
---	-----------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-13.000€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L12 – EVS**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	7.200€	54.750€	7.000€	68.950€
<b>TOTAL</b>	<b>7.200€</b>	<b>54.750€</b>	<b>7.000€</b>	<b>68.950€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>20.750€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-48.200€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L13 - GATE**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		7.500€		7.500€
<b>TOTAL</b>		<b>7.500€</b>		<b>7.500€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>0€</b>
---	-----------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-7.500€</b>
------------------------------------	----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L14 – CMW**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	65.000€	102.611€	2.400€	170.011€
<b>TOTAL</b>	<b>65.000€</b>	<b>102.611€</b>	<b>2.400€</b>	<b>170.011€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>66.166€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-103.845€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L15 - IAO****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		47.592€		47.592€
TOTAL		47.592€		47.592€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 26.996€****C. Solde budgétaire (B – A) -20.596€****VP Recherche Budget Propre Intégré : L16 - ICAR****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	125.863€	116.115€	1.326€	243.304€
TOTAL	125.863€	116.115€	1.326€	243.304€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 66.055€****C. Solde budgétaire (B – A) -177.249€****VP Recherche Budget Propre Intégré : L17 - LARHRA****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		48.188€		48.188€
TOTAL		48.188€		48.188€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 12.234€****C. Solde budgétaire (B – A) -35.954€**

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L19 - TRIANGLE**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D111	114.820€	165.910€	5.500€	286.230€
<b>TOTAL</b>	<b>114.820€</b>	<b>165.910€</b>	<b>5.500€</b>	<b>286.230€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>131.547€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-154.683€</b>
------------------------------------	------------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L20 - CEP**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D111		17.000€		17.000€
<b>TOTAL</b>		<b>17.000€</b>		<b>17.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>5.500€</b>
---	---------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-11.500€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L21 – HISOMA**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D111		15.800€	1.500€	17.300€
<b>TOTAL</b>		<b>15.800€</b>	<b>1.500€</b>	<b>17.300€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>7.000€</b>
---	---------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-10.300€</b>
------------------------------------	-----------------

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L27 - CSLJ**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111				
TOTAL				

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€****C. Solde budgétaire (B – A) 0€****VP Recherche Budget Propre Intégré : L28 - PERSEE**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	30.000€	410.000€		440.000€
TOTAL	30.000€	410.000€		440.000€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 200.000€****C. Solde budgétaire (B – A) -240.000€****VP Recherche Budget Propre Intégré : L29 - IRHIM**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111	57.900€	158.948€	8.750€	225.598€
TOTAL	57.900€	158.948€	8.750€	225.598€

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 122.005€****C. Solde budgétaire (B – A) -103.593€**

**VP Recherche Budget Propre Intégré : L30 - EDUC****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D111		27.000€		27.000€
TOTAL		27.000€		<b>27.000€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 0€****C. Solde budgétaire (B – A) -27.000€****VP Recherche Budget Propre Intégré : L31 - ENS Editions****A. Dépenses (crédits de paiement)**

Action LOLF	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D113	45.000€	155.000€		200.000€
TOTAL	45.000€	155.000€		<b>200.000€</b>

**B. Recettes propres de l'unité (encaissements) 205.000€****C. Solde budgétaire (B – A) 5.000€**

**Direction Générale des Services Centre de dépenses : A10 - DGS**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D1151		311.690€	150.000€	461.690€
<b>TOTAL</b>		<b>311.690€</b>	<b>150.000€</b>	<b>461.690€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>0€</b>
---	-----------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-461.690€</b>
------------------------------------	------------------

**Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A20 - DRH**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D101	350.845€			350.845€
D102	13.362.653€			13.362.653€
D103	5.637.612€			5.637.612€
D105	4.630.874€			4.630.874€
D106	1.542.087€	6.000€		1.548.087€
D107	1.709.683€			1.709.683€
D108	1.937.815€			1.937.815€
D110	825.210€			825.210€
D111	6.140.407€			6.140.407€
D112	2.156.799€			2.156.799€
D113	3.042.451€			3.042.451€
D1141	3.269.365€			3.269.365€
D1151	12.685.910€	1.296.416€		13.982.326€
D1152	32.052.262€			32.052.262€
D201	16.338€			16.338€
D203	419.072€			419.072€
<b>TOTAL</b>	<b>89.779.383€</b>	<b>1.302.416€</b>		<b>91.081.799€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>92.271.002€</b>
---	--------------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>1.189.203€</b>
------------------------------------	-------------------

**Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A30 - DPMG**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1141		797.250€	6.557.774€	7.355.024€
D1142		4.602.916€		4.602.916€
D1143		1.138.773€		1.138.773€
D1151		1.326.163€	195.000€	1.521.163€
<b>TOTAL</b>		<b>7.865.102€</b>	<b>6.752.774€</b>	<b>14.617.876€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>7.478.635€</b>
---	-------------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-7.139.241€</b>
------------------------------------	--------------------

**Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A40 - DSI**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		521.500€	210.000€	731.500€
<b>TOTAL</b>		<b>521.500€</b>	<b>210.000€</b>	<b>731.500€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>1.000€</b>
---	---------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-730.500€</b>
------------------------------------	------------------

**Direction Générale des Services Centre de dépenses : A50 – SPST**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	Personnel	Fonctionnement	Investissement	TOTAL
D1151		113.000€		113.000€
<b>TOTAL</b>		<b>113.000€</b>		<b>113.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>0€</b>
---	-----------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-113.000€</b>
------------------------------------	------------------

**Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : A60 – ENS MEDIAS**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D113		56.000€	90.000€	146.000€
<b>TOTAL</b>		56.000€	90.000€	<b>146.000€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>3.500€</b>
---	---------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-142.500€</b>
------------------------------------	------------------

**Direction Générale des Services Budget Propre Intégré : G30 - UNIS**

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D113	20.400€	39.300€	7.000€	66.700€
<b>TOTAL</b>	20.400€	39.300€	7.000€	<b>66.700€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>46.700€</b>
---	----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-20.000€</b>
------------------------------------	-----------------

<b>Institut Français de l'Éducation</b>	<b>Budget Propre Intégré : IFE</b>
---	------------------------------------

<b>A. Dépenses (crédits de paiement)</b>				
<b>Action LOLF</b>	<b>Personnel</b>	<b>Fonctionnement</b>	<b>Investissement</b>	<b>TOTAL</b>
D101	85.000€	165.100€	50.000€	300.100€
D112	423.402€	680.310€	65.000€	1.168.712€
D1151	15.000€	155.000€		170.000€
<b>TOTAL</b>	<b>523.402€</b>	<b>1.000.410€</b>	<b>115.000€</b>	<b>1.638.812€</b>

<b>B. Recettes propres de l'unité (encaissements)</b>	<b>937.426€</b>
---	-----------------

<b>C. Solde budgétaire (B – A)</b>	<b>-701.386€</b>
------------------------------------	------------------



## **BUDGET INITIAL 2016**

\*\*\*

- ECOLE NORMALE SUPERIEURE DE LYON
- BIBLIOTHEQUE DIDEROT DE LYON



## Situation patrimoniale ENS de Lyon

## POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## Compte de résultat prévisionnel

CHARGES		Montants	PRODUITS		Montants
Personnel		94 567 726	Subventions de l'Etat		103 970 468
	<i>dont charges de pensions civiles*</i>	29 187 284	Fiscalité affectée		
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention		27 256 695	Autres subventions		5 109 329
			Autres produits		13 503 764
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>		<b>121 824 421</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>		<b>122 583 561</b>
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)		759 140			
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>		<b>122 583 561</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>		<b>122 583 561</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

## Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
Résultat prévisionnel de l'exercice <b>bénéfice (3)</b>	759 140
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	6 594 554
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	5 000
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	3 361 690
<b>= CAF *</b>	<b>3 987 004</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

## État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS		Montants	RESSOURCES		Montants
Insuffisance d'autofinancement*			Capacité d'autofinancement*		3 987 004
			Financement de l'actif par l'État		4 200 000
Investissements		10 477 817	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat		701 565
			Autres ressources		195 000
Remboursement des dettes financières			Augmentation des dettes financières		
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>		<b>10 477 817</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>		<b>9 083 569</b>
			<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>		<b>1 394 248</b>

## POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT (8)	1 394 248
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	469 353
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT*	1 863 602
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	12 231 732
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 6 017 232
Niveau de la TRESORERIE	18 248 964

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## Situation patrimoniale BDL

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Montants	PRODUITS	Montants
Personnel	15 600	Subventions de l'Etat	1 074 577
<i>dont charges de pensions civiles*</i>		Fiscalité affectée	
Fonctionnement autre que les charges de personnel et intervention	1 169 916	Autres subventions	92 000
		Autres produits	18 939
<b>TOTAL DES CHARGES (1)</b>	<b>1 185 516</b>	<b>TOTAL DES PRODUITS (2)</b>	<b>1 185 516</b>
<i>Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)</i>	-		
<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)</b>	<b>1 185 516</b>	<b>TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3)</b>	<b>1 185 516</b>

\* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions.

#### Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Montants
<b>Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))</b>	-
+ dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	55 794
- reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	
+ valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	
- produits de cession d'éléments d'actifs	
- quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	6 939
<b>= CAF ou IAF*</b>	<b>48 855</b>

\* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

#### État prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Montants	RESSOURCES	Montants
Insuffisance d'autofinancement*		Capacité d'autofinancement*	48 855
		Financement de l'actif par l'État	
Investissements	260 000	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	
		Autres ressources	
Remboursement des dettes financières		Augmentation des dettes financières	
<b>TOTAL DES EMPLOIS (5)</b>	<b>260 000</b>	<b>TOTAL DES RESSOURCES (6)</b>	<b>48 855</b>
		<b>PRELEVEMENT sur FONDS DE ROULEMENT (8) = (6)-(5)</b>	<b>211 145</b>

### POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	Montants
VARIATION DU FONDS DE ROULEMENT : PRELEVEMENT (8)	211 145
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-10 000
Variation de la TRESORERIE : PRELEVEMENT *	221 145
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	110 914
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-5 984
Niveau de la TRESORERIE	116 898

\* : montant issu du tableau "équilibre financier"

## Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire ENS de Lyon

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dépenses		
	Montants	
	AE	CP
<b>TOTAL</b>	<b>127 766 632</b>	<b>125 707 684</b>
Personnel	94 567 726	94 567 726
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>	<i>29 187 824</i>	<i>29 187 824</i>
<i>Infra-annuel</i>	<i>91 020 282</i>	<i>91 020 282</i>
<i>Pluri-annuel</i>	<i>3 547 444</i>	<i>3 547 444</i>
Fonctionnement	20 662 141	20 662 141
<i>Infra-annuel</i>	<i>16 331 945</i>	<i>16 331 945</i>
<i>Pluri-annuel</i>	<i>4 330 196</i>	<i>4 330 196</i>
Intervention		
Investissement	12 536 765	10 477 817
<i>Infra-annuel</i>	<i>4 066 728</i>	<i>4 066 728</i>
<i>Pluri-annuel</i>	<i>8 470 037</i>	<i>6 411 089</i>
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>127 766 632</b>	<b>125 707 684</b>

<b>Solde budgétaire (excédent)</b>	
------------------------------------	--

Recettes	
Montants	
<b>110 742 402</b>	<b>Recettes globalisées</b>
103 074 307	Subvention pour charges de service public
227 600	Autres financements de l'Etat
	Fiscalité affectée
1 414 244	Autres financements publics
6 026 251	Ressources propres
<b>13 151 680</b>	<b>Ressources fléchées</b>
5 008 045	Financements de l'Etat fléchés
3 493 249	Autres financements publics fléchés
4 650 386	Autres recettes fléchées
<b>123 894 082</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

1 813 602	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>
-----------	-----------------------------------

## Autorisations budgétaires en AE et CP, prévisions de recettes et solde budgétaire BDL

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dépenses		
	Montants	
	AE	CP
<b>TOTAL</b>		
Personnel	15 600	15 600
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>		
<i>  Infra-annuel</i>	<i>15 600</i>	<i>15 600</i>
<i>  Pluri-annuel</i>		
Fonctionnement	1 114 122	1 114 122
<i>  Infra-annuel</i>	<i>1 104 122</i>	<i>1 104 122</i>
<i>  Pluri-annuel</i>	<i>10 000</i>	<i>10 000</i>
Investissement	260 000	260 000
<i>  Infra-annuel</i>	<i>260 000</i>	<i>260 000</i>
<i>  Pluri-annuel</i>		
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>1 389 722</b>	<b>1 389 722</b>

<b>Solde budgétaire (excédent)</b>	
------------------------------------	--

Recettes	
Montants	
<b>1 168 577</b>	<b>Recettes globalisées</b>
1 074 577	Subvention pour charges de service public
	Autres financements de l'Etat
	Fiscalité affectée
82 000	Autres financements publics
12 000	Ressources propres
<b>5 000</b>	<b>Ressources fléchées</b>
	Financements de l'Etat fléchés
5 000	Autres financements publics fléchés
	Autres recettes fléchées
<b>1 173 577</b>	<b>TOTAL DES RECETTES</b>

216 145	<b>Solde budgétaire (déficit)</b>
---------	-----------------------------------

## Equilibre financier ENS de Lyon

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	1 813 602		Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>			<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>			<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts			Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	1 480 400	1 430 400	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1)</b>	3 294 002	1 430 400	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		1 863 602	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>		1 137 049	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>		726 553	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>3 294 002</b>	<b>3 294 002</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## Equilibre financier BDL

### POUR VOTE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Besoins (utilisation des financements)		Financements (couverture des besoins)	
Solde budgétaire (déficit) *	216 145		Solde budgétaire (excédent) *
<i>dont solde budgétaire budget principal</i>			<i>dont solde budgétaire budget principal</i>
<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>			<i>dont solde budgétaire budget du SAIC</i>
<i>dont solde budgétaire FU</i>			<i>dont solde budgétaire FU</i>
<i>dont solde budgétaire BAI</i>			<i>dont solde budgétaire BAI</i>
<i>dont solde budgétaire SIE</i>			<i>dont solde budgétaire SIE (BDL)</i>
Remboursements d'emprunts			Nouveaux emprunts
Opérations au nom et pour le compte de tiers (décaissements de l'exercice)	100 000	95 000	Opérations au nom et pour le compte de tiers (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)			Autres encaissements sur comptes de tiers (non budgétaires)
<b>Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (= D2+b1+c1)</b>	316 145	95 000	<b>Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (=D1+b2+c2)</b>
<b>Variation de trésorerie</b>		221 145	<b>Variation de trésorerie</b>
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée</i>		5 000	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée</i>
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (non fléchée)</i>		216 145	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (non fléchée)</i>
<b>TOTAL DES BESOINS</b>	<b>316 145</b>	<b>316 145</b>	<b>TOTAL DES FINANCEMENTS</b>

## Tableau des opérations pluriannuelles

B-8

**POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT**

### A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement					Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées ou reprogrammées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés ou reprogrammés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6) = (4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)
R1- SCSP	1 441 225	1 016 705	1 016 705	-	189 985	189 985	1 016 705	1 016 705	-	189 985	189 985	234 535	-
R5- HORS ANR	1 363 029	959 933	959 933	-	343 596	343 596	959 933	959 933	-	343 596	343 596	59 500	-
R7- ANR AVENIR	1 765 692	910 738	910 738	-	512 197	512 197	910 738	910 738	-	512 197	512 197	342 757	-
R8- ANR hors AVENIR	10 095 019	4 249 272	4 249 272	-	2 586 326	2 586 326	4 249 272	4 249 272	-	2 586 326	2 586 326	3 259 421	-
R9- SUBV REGION	1 714 584	1 052 915	1 052 915	-	443 843	443 843	1 052 915	1 052 915	-	443 843	443 843	217 826	-
R10- SUBV UE	15 088 610	6 832 219	6 832 219	-	2 349 984	2 349 984	6 832 219	6 832 219	-	2 349 984	2 349 984	5 906 407	-
R11- SUBV AUTRES	9 028 382	3 909 385	3 909 385	-	1 645 451	1 645 451	3 909 385	3 909 385	-	1 645 451	1 645 451	3 473 546	-
R12- FOND	1 930 579	1 368 495	1 368 495	-	479 401	479 401	1 368 495	1 368 495	-	479 401	479 401	82 683	-
R13- AUTRES	260 000	96 348	96 348	-	80 000	80 000	96 348	96 348	-	80 000	80 000	83 652	-
<b>total contrats de recherche</b>	<b>42 687 120</b>	<b>20 396 010</b>	<b>20 396 010</b>	<b>-</b>	<b>8 630 783</b>	<b>8 630 783</b>	<b>20 396 010</b>	<b>20 396 010</b>	<b>-</b>	<b>8 630 783</b>	<b>8 630 783</b>	<b>13 660 327</b>	<b>-</b>
R1- SCSP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R5- HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R7- ANR AVENIR	20 500	12 515	12 515	-	7 985	7 985	12 515	12 515	-	7 985	7 985	-	-
R8- ANR hors AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R9- SUBV REGION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R10- SUBV UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R11- SUBV AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R12- FOND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R13- AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>total contrats de formation continue</b>	<b>20 500</b>	<b>12 515</b>	<b>12 515</b>	<b>-</b>	<b>7 985</b>	<b>7 985</b>	<b>12 515</b>	<b>12 515</b>	<b>-</b>	<b>7 985</b>	<b>7 985</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
R1- SCSP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R5- HORS ANR	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	-	-	10 000	10 000	-	-
R7- ANR AVENIR	319 000	165 834	165 834	-	80 373	80 373	165 834	165 834	-	80 373	80 373	72 793	-
R8- ANR hors AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R9- SUBV REGION	970 689	635 987	635 987	-	221 094	221 094	635 987	635 987	-	221 094	221 094	113 608	-
R10- SUBV UE	219 565	59 319	59 319	-	98 060	98 060	59 319	59 319	-	98 060	98 060	62 186	-
R11- SUBV AUTRES	129 650	60 876	60 876	-	42 660	42 660	60 876	60 876	-	42 660	42 660	26 114	-
R12- FOND	10 000	9 984	9 984	-	-	-	9 984	9 984	-	-	-	16	-
R13- AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>1 658 904</b>	<b>932 000</b>	<b>932 000</b>	<b>-</b>	<b>452 187</b>	<b>452 187</b>	<b>932 000</b>	<b>932 000</b>	<b>-</b>	<b>452 187</b>	<b>452 187</b>	<b>274 717</b>	<b>-</b>
R1- SCSP	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R5- HORS ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R7- ANR AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R8- ANR hors AVENIR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R9- SUBV REGION	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R10- SUBV UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R11- SUBV AUTRES	9 494 427	520 235	520 235	-	7 266 722	7 266 722	520 235	520 235	-	5 207 774	5 207 774	1 707 470	2 058 948
R12- FOND	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
R13- AUTRES	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>9 494 427</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>7 266 722</b>	<b>7 266 722</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>5 207 774</b>	<b>5 207 774</b>	<b>1 707 470</b>	<b>2 058 948</b>
<b>Total</b>	<b>53 860 951</b>	<b>21 860 760</b>	<b>21 860 760</b>	<b>-</b>	<b>16 357 677</b>	<b>16 357 677</b>	<b>21 860 760</b>	<b>21 860 760</b>	<b>-</b>	<b>14 298 729</b>	<b>14 298 729</b>	<b>15 642 514</b>	<b>2 058 948</b>
<b>pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :</b>													
Ss total personnel	-	8 901 438	8 901 438	-	3 547 444	3 547 444	8 901 438	8 901 438	-	3 547 444	3 547 444	-	-
Ss total fonctionnement et intervention	-	9 658 580	9 658 580	-	4 340 196	4 340 196	9 658 580	9 658 580	-	4 340 196	4 340 196	-	-
Ss total investissement	-	3 300 742	3 300 742	-	8 470 037	8 470 037	3 300 742	3 300 742	-	6 411 089	6 411 089	-	-

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année n	Restes à encaisser
			(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)	
R1- SCSP	1 441 225		1 441 225	1 153 725	137 500	150 000
R5- HORS ANR	1 363 029		1 363 029	881 608	412 621	68 800
R7- ANR AVENIR	1 765 692		1 765 692	1 112 317	432 259	221 116
R8- ANR hors AVENIR	10 095 019		10 095 019	4 360 723	1 577 323	4 156 973
R9- SUBV REGION	1 714 584		1 714 584	519 740	605 078	589 766
R10- SUBV UE	15 088 610		15 088 610	7 069 173	3 114 300	4 905 137
R11- SUBV AUTRES	9 028 382		9 028 382	4 153 707	1 392 796	3 481 879
R12- FOND	1 930 579		1 930 579	1 285 007	375 580	269 992
R13- AUTRES	260 000		260 000	97 500	97 500	65 000
<b>total contrats de recherche</b>	<b>42 687 120</b>	<b>-</b>	<b>42 687 120</b>	<b>20 633 500</b>	<b>8 144 957</b>	<b>13 908 663</b>
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR			-			-
R7- ANR AVENIR	20 500		20 500	16 400	4 100	-
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION			-			-
R10- SUBV UE			-			-
R11- SUBV AUTRES			-			-
R12- FOND			-			-
R13- AUTRES			-			-
<b>total contrats de formation continue</b>	<b>20 500</b>	<b>-</b>	<b>20 500</b>	<b>16 400</b>	<b>4 100</b>	<b>-</b>
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR	10 000		10 000		10 000	-
R7- ANR AVENIR	319 000		319 000		169 000	150 000
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION	970 689		970 689	563 367	97 633	309 689
R10- SUBV UE	219 565		219 565	157 543	34 695	27 327
R11- SUBV AUTRES	129 650		129 650	54 550	38 750	36 350
R12- FOND	10 000		10 000	10 000		-
R13- AUTRES			-			-
<b>Total contrats d'enseignement</b>	<b>1 658 904</b>	<b>-</b>	<b>1 658 904</b>	<b>785 460</b>	<b>350 078</b>	<b>523 366</b>
R1- SCSP			-			-
R5- HORS ANR			-			-
R7- ANR AVENIR			-			-
R8- ANR hors AVENIR			-			-
R9- SUBV REGION			-			-
R10- SUBV UE			-			-
R11- SUBV AUTRES	9 494 427	2 514 571	6 979 856	1 176 441	4 657 545	1 145 870
R12- FOND			-			-
R13- AUTRES			-			-
<b>Total programmes pluriannuels d'investissement</b>	<b>9 494 427</b>	<b>2 514 571</b>	<b>6 979 856</b>	<b>1 176 441</b>	<b>4 657 545</b>	<b>1 145 870</b>
<b>Total</b>	<b>53 860 951</b>	<b>2 514 571</b>	<b>51 346 380</b>	<b>22 611 801</b>	<b>13 156 680</b>	<b>15 577 899</b>

TABLEAU DES EMPLOIS PRÉSENTÉS PAR L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE LYON A L'APPUI DU BUDGET INITIAL 2016

CATEGORIES D'EMPLOIS		NATURE DES EMPLOIS		EMPLOIS – ARTICLE L712-9	AUTRES EMPLOIS	NOMBRE D'EMPLOIS
				EN ETPT	EN ETPT	EN ETPT
ENSEIGNANTS, ENSEIGNANTS - CHERCHEURS, CHERCHEURS	PERMANENTS	TITULAIRES	CDI	244		244
					1	1
	NON PERMANENTS	CDD	221	74	296	
<b>SOUS TOTAL EC</b>				<b>465</b>	<b>75</b>	<b>540</b>
<b>ELEVES FONCTIONNAIRES STAGIAIRES</b>				<b>880</b>		<b>880</b>
BIATSS	PERMANENTS	TITULAIRES	CDI	450		450
				3	1	4
	NON PERMANENTS	CDD	38	25	63	
<b>SOUS TOTAL BIATSS</b>				<b>492</b>	<b>26</b>	<b>517</b>
<b>TOTAUX</b>				<b>1836</b>	<b>101</b>	<b>1937</b>
PLAFOND DES EMPLOIS FIXÉS PAR L'ÉTAT				1965		
AUTRES EMPLOIS					101	
<b>PLAFOND GLOBAL DES EMPLOIS VOTÉ PAR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION</b>						<b>1937</b>



## Suivi des dépenses de personnel des EPSCP et EPA RCE

Masse salariale Etat notifiée par la DGESIP : 90 723 335 €

Masse salariale votée au BI  
(ou soumise au vote du CA) : 94 583 325,00 €

Masse salariale globale votée après dernier BR n°xx :  

N° BR à renseigner par l'établissement

en euros et AE = CP

			Exercice 2015			Cumul au 30 avril 2016	Cumul au 30 septembre 2016	Cumul (annuel) au 31 décembre 2016			écart BI 2016 - BI 2015	écart BI 2016 - exécution 2015	écart réprévision 2016 - exécution 2015	écart exécution 2016 - exécution 2015	
			Budget initial	Dernière prévision d'exécution (5)	Exécution (5)	Exécution	Exécution	Budget initial	nouvelle prévision d'exécution	Exécution					
<b>Emplois sous plafond 1</b>  (1)	<b>Titulaires</b>	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS stagiaires uniquement)	79 552 715	79 221 305	55 163 822			79 402 707			-150 008	181 402	-79 221 305	-55 163 822	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires (2)			24 057 483									-24 057 483	
		dont cours complémentaires (notamment ceux financés sur ressources propres)	0	0	0			0				0	0	0	0
	<b>sous total titulaires</b>			<b>79 552 715</b>	<b>79 221 305</b>	<b>79 221 305</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>79 402 707</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-150 008</b>	<b>181 402</b>	<b>-79 221 305</b>	<b>-79 221 305</b>
	<b>Non titulaires</b>	Enseignants et enseignants chercheurs dont ATER et doctorants contractuels			7 419 146									-7 419 146	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	9 283 371	8 769 919	1 350 773			9 123 664				-159 707	353 745	-8 769 919	-1 350 773
		dont CDI			136 178									-136 178	
	<b>sous total non titulaires</b>			<b>9 283 371</b>	<b>8 769 919</b>	<b>8 769 919</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>9 123 664</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-159 707</b>	<b>353 745</b>	<b>-8 769 919</b>	<b>-8 769 919</b>
	<b>Total titulaires et non titulaires (plafond 1)</b>			<b>88 836 086</b>	<b>87 991 224</b>	<b>87 991 224</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>88 526 371</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-309 715</b>	<b>535 147</b>	<b>-87 991 224</b>	<b>-87 991 224</b>
	<b>Emplois sous plafond 2</b>  (1bis)	<b>Non titulaires</b>	Enseignants et enseignants chercheurs dont CDI			3 514 573								-3 514 573	
Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires			4 539 258	4 639 423	1 124 850			4 570 417			31 159	-69 006	-4 639 423	-1 124 850	
dont CDI					90 746									-90 746	
<b>Total non titulaires (plafond 2)</b>			<b>4 539 258</b>	<b>4 639 423</b>	<b>4 639 423</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>4 570 417</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>31 159</b>	<b>-69 006</b>	<b>-4 639 423</b>	<b>-4 639 423</b>	
<b>Total général (emplois rémunérés par l'opérateur)</b>	<b>Titulaires</b>	Enseignants et enseignants chercheurs	79 552 715	79 221 305	55 163 822	0	0	79 402 707	0	0	-150 008	181 402	-79 221 305	-55 163 822	
		Personnels BIATSS et autres personnels titulaires			24 057 483	0	0							-24 057 483	
	<b>Non titulaires (plafonds 1 et 2)</b>	Enseignants et enseignants chercheurs	13 822 629	13 409 342	10 933 719	0	0	13 694 081	0	0	-128 548	284 739	-13 409 342	-10 933 719	
		Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires			2 475 623	0	0							-2 475 623	
		<b>sous total non titulaires</b>			<b>13 822 629</b>	<b>13 409 342</b>	<b>13 409 342</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>13 694 081</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-128 548</b>	<b>284 739</b>	<b>-13 409 342</b>
	<b>Total général</b>			<b>93 375 344</b>	<b>92 630 647</b>	<b>92 630 647</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>93 096 788</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-278 556</b>	<b>466 141</b>	<b>-92 630 647</b>	<b>-92 630 647</b>
	Autres dépenses non ventilables par catégories d'emplois (3)			1 329 819	1 278 760	1 278 760			1 088 699			-241 120	-190 061	-1 278 760	-1 278 760
<b>Total des dépenses de personnel suivies dans OREMS (données paie OREMS en exécution)</b>			<b>94 705 163</b>	<b>93 909 407</b>	<b>93 909 407</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>94 185 487</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-519 676</b>	<b>276 080</b>	<b>-93 909 407</b>	<b>-93 909 407</b>	
Autres dépenses non suivies dans OREMS (4)			308 500	376 276	376 276			397 839			89 339	21 563	-376 276	-376 276	
<b>Total des dépenses de personnel y compris celles non comptabilisées dans OREMS</b>			<b>95 013 663</b>	<b>94 285 683</b>	<b>94 285 683</b>			<b>94 583 326</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-430 337</b>	<b>297 643</b>	<b>-94 285 683</b>	<b>-94 285 683</b>	
dont fonctionnaires stagiaires ENS			32 858 618	32 189 141	32 189 141			32 052 262			-806 356	-136 879	-32 189 141	-32 189 141	
dont dépenses de personnels sur contrats de recherche (6)			3 810 777	3 786 710	3 786 710			3 748 220			-62 557	-38 490	-3 786 710	-3 786 710	

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

(1) personnels financés en tout ou partie sur la subvention Etat (y compris les mises à disposition sortantes ou délégations sortantes pour les enseignants chercheurs), et personnels titulaires sur emplois gagés

(1bis) personnels financés exclusivement sur ressources propres ("hors plafond" pour les EPA)

(2) "autres personnels titulaires" comprend notamment les personnels d'encadrement sur emplois fonctionnels, les personnels d'inspection, les conservateurs

(3) les "autres dépenses non ventilables" correspondent strictement :

**- aux dépenses de personnels ne décomptant pas de plafond d'emploi (ex : vacataires),**

- aux éventuelles dépenses résiduelles ne pouvant faire l'objet d'une ventilation par catégories de personnel ou plafond d'emplois.

Les heures complémentaires effectuées par les agents décomptant les plafonds d'emplois doivent être rattachées au plafond d'emplois de ces agents (quelle que soit l'origine du financement de cette rémunération complémentaire : subvention Etat ou ressources propres), les heures complémentaires des agents ne décomptant pas les plafonds doivent être renseignées sur la ligne "autres dépenses non ventilables"

(4) dépenses éventuelles hors PSOP notamment

(5) s'agissant des données d'exécution de 2015 il convient de renseigner en phase 1 (BI 2016) la colonne "dernière prévision d'exécution" et en phase 2 (mai 2015) la colonne "exécution" (définitive)

(6) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles)



**Décomposition des facteurs d'évolution de la masse salariale entre 2015 et 2016 (en €et en flux, modèle RCE)**

Crédits de Masse salariale globale = Montant limitatif en AE = CP	Prévision d'exécution ou exécution 2015 (1)	Correction de l'exécution (événements exceptionnels non reproductibles) (1bis)	Extension en Année Pleine des mesures 2015			Mesures entrant en vigueur en 2016												Total des flux 2016 (somme des colonnes II à XVI)	Total prévision 2016 (XVIII+XVII)	dernier budget 2015	Ecart prévision 2016- dernier budget 2015 (XVIII-XIX)
			Mesures catégorielles (personnels titulaires exclusivement)	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changements de corps et dispositif Sauvadet) (6)	Obligatoires					Discretionnaires										
						Mesures générales (dont valeur du point FP) et mesures catégorielles titulaires exclusivement (3)	SMIC (3)	CAS Pensions (et ATI) (3)	Autres cotisations (3)	Indemnitaires obligatoires (4)	GVT solde (hors colonnes XII et XIII) personnels titulaires, exclusivement (5)	Schéma d'emplois hors contrats de recherche	Evolution de la structure des emplois (dont repyramidages, changements de corps et dispositif Sauvadet) (6)	Indemnitaires à l'initiative d'établissement (7)	Variation des heures complémentaires	Variations sur les contrats de recherche (8)	Autres à détailler				
I	II	III	IV	V	VI	VII	VIII	IX	X	XI	XII	XIII	XIV	XV	XVbis	XVI	XVII	XVIII	XIX	XX	
<b>Rémunérations principales</b>	<b>47 485 865</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-230 067</b>	<b>0</b>	<b>0</b>			<b>0</b>	<b>278 721</b>	<b>208 425</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>-25 322</b>	<b>-10 413</b>	<b>221 344</b>	<b>47 707 209</b>	<b>47 828 589</b>	<b>-121 380</b>	
<i>sous total titulaires (calcul automatique)</i>	<i>38 348 342</i>			<i>- 412 042</i>						<i>278 721</i>	<i>126 304</i>						<i>- 7 017</i>	<i>38 341 325</i>	<i>38 555 302</i>	<i>-213 977</i>	
<b>sous total non titulaires et autres personnels (calcul automatique)</b>	<b>9 137 523</b>			<b>181 974</b>							<b>82 121</b>				<b>- 25 322</b>	<b>- 10 413</b>	<b>228 361</b>	<b>9 365 884</b>	<b>9 273 287</b>	<b>92 597</b>	
Titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs (dont fonctionnaires stagiaires pour les ENS uniquement)	27 384 443		- 452 290						163 728	189 672						- 98 890	27 285 553	27 591 403	-305 850	
	Personnels BIATSS et autres personnels titulaires	10 963 899		40 248						114 993	- 63 368						- 91 873	11 055 772	10 963 899	91 873	
Non titulaires	Enseignants et enseignants chercheurs	7 375 455		153 123							87 133				- 19 197		221 059	7 596 514	7 478 364	118 150	
	Personnels BIATSS et autres personnels non titulaires	1 736 055		28 851							- 5 012				- 6 125		17 715	1 753 770	1 768 910	-15 140	
	dont CDI	275 405		- 68 881							- 2 653						- 71 534	203 871	275 405	-71 534	
	dont personnels financés sur contrats de recherche (8)	3 786 710													- 38 490		- 38 490	3 748 220	3 991 914	-243 694	
	Autres : stagiaires, apprentis ...	26 013														- 10 413	- 10 413	15 600	26 013	-10 413	
<b>Rémunérations accessoires</b>	<b>5 834 623</b>			<b>744</b>							<b>7 294</b>		<b>200 000</b>	<b>- 115 082</b>	<b>- 1 496</b>		<b>76 872</b>	<b>5 911 495</b>	<b>6 100 788</b>	<b>-189 293</b>	
<i>sous total titulaires (saisie obligatoire)</i>	<i>4 283 331</i>			<i>- 2 347</i>													<i>- 2 347</i>	<i>4 280 984</i>	<i>4 521 852</i>	<i>-240 868</i>	
<b>sous total non titulaires et autres personnels (saisie obligatoire)</b>	<b>1 551 292</b>			<b>3 091</b>													<b>3 091</b>	<b>1 554 383</b>	<b>1 578 936</b>	<b>-24 553</b>	
Cours complémentaires et vacances d'enseignement	475 082													- 115 082			- 115 082	360 000	541 247	-181 247	
Autres rémunérations accessoires (dont versements au titre des comptes épargne temps)	1 232 222										131						- 131	1 232 091	1 232 222	-131	
Primes et indemnités des enseignants et enseig chercheurs	1 458 741			- 10 319													- 10 319	1 448 422	1 458 741	-10 319	
Primes et indemnités des BIATSS et autres personnels	2 668 578			11 063							- 7 163		200 000		- 1 496		202 404	2 870 982	2 868 578	2 404	
<b>Cotisations et contributions sociales</b>	<b>40 080 383</b>			<b>- 305 753</b>						<b>254 160</b>	<b>151 004</b>				<b>- 11 672</b>		<b>87 738</b>	<b>40 168 121</b>	<b>40 194 213</b>	<b>-26 092</b>	
<i>sous total titulaires (calcul automatique)</i>	<i>36 434 957</i>			<i>- 381 557</i>						<i>254 160</i>	<i>143 702</i>				<i>- 16 305</i>		<i>16 305</i>	<i>36 451 262</i>	<i>36 436 842</i>	<i>14 420</i>	
<b>sous total non titulaires et autres (calcul automatique)</b>	<b>3 645 426</b>			<b>75 804</b>							<b>7 302</b>				<b>- 11 672</b>		<b>71 433</b>	<b>3 716 859</b>	<b>3 757 371</b>	<b>-40 512</b>	
Titulaires	Cas pensions + ATI	29 169 046		- 308 037						205 867	98 459						- 3 711	29 165 335	29 323 446	-158 111	
	Autres cotisations titulaires	7 265 911		- 73 520						48 293	45 243						20 016	7 285 927	7 113 396	172 531	
Non titulaires	Cotisations Assedic	715 816		10 314							4 239				- 1 730		12 823	728 639	725 581	3 058	
	Autres cotisations non titulaires	2 929 610		65 490							3 063				- 9 942		58 611	2 988 221	3 031 790	-43 569	
<b>Prestations sociales (à saisir)</b>	<b>884 812</b>			<b>77</b>							<b>86</b>						<b>- 88 474</b>	<b>- 88 311</b>	<b>796 501</b>	<b>1 077 076</b>	<b>-280 575</b>
<b>TOTAL</b>	<b>94 285 683</b>			<b>- 535 000</b>						<b>532 881</b>	<b>352 221</b>		<b>200 000</b>	<b>- 115 082</b>	<b>- 38 490</b>	<b>- 98 887</b>	<b>297 643</b>	<b>94 583 326</b>	<b>95 200 666</b>	<b>-617 340</b>	
<b>TOTAL hors prestations (calcul automatique)</b>	<b>93 400 871</b>			<b>- 535 077</b>						<b>532 881</b>	<b>359 429</b>				<b>- 36 994</b>	<b>- 10 413</b>	<b>309 826</b>	<b>93 710 697</b>	<b>94 123 590</b>	<b>-412 893</b>	
<i>dont titulaires hors prestations (calcul automatique)</i>	<i>79 066 630</i>			<i>- 795 946</i>						<i>532 881</i>	<i>270 006</i>						<i>6 941</i>	<i>79 073 571</i>	<i>79 513 996</i>	<i>-440 425</i>	
<i>dont non titulaires et autres personnels hors prestations (calcul automatique)</i>	<i>14 334 241</i>			<i>260 870</i>							<i>89 423</i>				<i>- 36 994</i>	<i>- 10 413</i>	<i>302 885</i>	<i>14 637 126</i>	<i>14 609 594</i>	<i>27 532</i>	
<b>Incidence sur 2017</b>											<b>1 321 374</b>										
dont incidence rémunération principale																					
dont incidence rémunérations accessoires																					
dont incidence cotisations et contributions sociales																					

La masse salariale globale correspond aux dépenses de personnel prévues au tableau 2 des autorisations budgétaires en AE = CP de l'ensemble du budget de l'établissement (budget principal, éventuels budgets annexes)

- (1) l'élaboration du budget est fondée sur une prévision d'exécution 2015, réajustée après la fin de l'exercice
- (1 bis) jours de grève, versement d'un capital décès ou d'une indemnité exceptionnelle non reproductible
- (2) Les colonnes "EAP" couvrent les mesures discrétionnaires ou obligatoires de l'exercice précédent. Les EAP sur 2016 des mesures 2015 sont calibrées au coût unitaire de 2015. L'effet de la variation de la valeur de point et des cotisations sur les EAP est à prendre en compte dans la colonne VI "valeur du point" FP" (cf commentaire (3))
- (3) dans les colonnes VI, VII, VIII et IX ("valeur du point FP", "SMIC", "CAS Pensions" et "autres cotisations") sont pris en compte l'ensemble des effets liés aux variations de la valeur du point et des cotisations (en particulier les changements de taux), y compris ceux sur les mesures réalisées en 2015 (colonnes EAP 2015)
- (4) la colonne X comprend les mesures indemnitaires imposées par la réglementation sans marge de manœuvre possible pour l'établissement
- (5) la colonne XI "GVT solde" comprend le GVT négatif et positif. S'agissant du GVT positif, elle ne comprend que les avancements d'échelon et de grade. Les changements de corps sont traités dans la colonne XIII "évolution de la structure des emplois". S'agissant du GVT négatif, elle traite le remplacement d'un titulaire par un titulaire au sein d'un même corps.
- (6) ces colonnes intègrent :  
 XII : les variations du volume d'emplois (schéma d'emplois hors variations liées aux contrats de recherche, voir colonne XV bis),  
 XIII : les variations de coût induites par les transformations de corps (dont celles issues des promotions sur listes d'aptitudes), les repyramidages et les titularisations liées au dispositif Sauvadet
- (7) cette colonne intègre les variations du régime indemnitaire décidées par l'établissement, ainsi que les variations du volume de la prime d'encadrement doctoral et de recherche ("PEDR" anciennement "PES" prime d'excellence scientifique)
- (8) contrat de recherche selon la définition apportée par le document de prescription générale (fascicule n°8, opérations pluriannuelles) : acte juridique conclu entre l'établissement d'enseignement supérieur et un ou plusieurs partenaires (privés ou publics) offrant un soutien financier à un chercheur ou une équipe de chercheurs pour effectuer des études scientifiques ou des prestations de recherche dans un domaine déterminé

Tableau des dépenses par destination ENS de Lyon

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP	AE = CP	AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>20 025 370</b>	<b>20 025 370</b>	<b>1 606 197</b>	<b>1 606 197</b>	<b>245 939</b>	<b>245 939</b>	<b>21 877 506</b>	<b>21 877 506</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence	961 845	961 845	646 921	646 921	56 120	56 120	1 664 886	1 664 886
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master	13 425 913	13 425 913	935 365	935 365	189 819	189 819	14 551 097	14 551 097
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat	5 637 612	5 637 612	23 911	23 911			5 661 523	5 661 523
D105 - Bibliothèques et documentation	4 630 874	4 630 874					4 630 874	4 630 874
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé	2 485 358	2 485 358	2 094 259	2 094 259	592 243	592 243	5 171 860	5 171 860
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies	2 481 245	2 481 245	707 735	707 735	271 450	271 450	3 460 430	3 460 430
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur	3 115 533	3 115 533	1 340 723	1 340 723	1 596 970	1 596 970	6 053 226	6 053 226
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement	1 008 230	1 008 230	248 665	248 665	55 470	55 470	1 312 365	1 312 365
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société	6 561 185	6 561 185	1 183 164	1 183 164	113 551	113 551	7 857 900	7 857 900
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale	2 626 669	2 626 669	994 337	994 337	211 470	211 470	3 832 476	3 832 476
D113 - Diffusion des savoirs et musées	3 107 851	3 107 851	275 300	275 300	97 000	97 000	3 480 151	3 480 151
D114 - Immobilier	3 269 365	3 269 365	6 538 939	6 538 939	8 716 722	6 657 774	18 525 026	16 466 078
D115 - Pilotage et support	44 785 636	44 785 636	4 816 555	4 816 555	605 000	605 000	50 207 191	50 207 191
<b>Étudiants</b>	<b>470 410</b>	<b>470 410</b>	<b>856 267</b>	<b>856 267</b>	<b>30 950</b>	<b>30 950</b>	<b>1 357 627</b>	<b>1 357 627</b>
D201 - Aides directes aux étudiants	16 338	16 338	769 267	769 267			785 605	785 605
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	454 072	454 072	87 000	87 000	30 950	30 950	572 022	572 022
<b>Total</b>	<b>94 567 726</b>	<b>94 567 726</b>	<b>20 662 141</b>	<b>20 662 141</b>	<b>12 536 765</b>	<b>10 477 817</b>	<b>127 766 632</b>	<b>125 707 684</b>

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	103 074 307					137 500			103 211 807
Droits d'inscription					446 000				446 000
Formation continue, diplômes propres et VAE					135 000				135 000
Taxe d'apprentissage					50 000				50 000
Contrats et prestations de recherche hors ANR							6 000	416 621	422 621
Valorisation					112 910				112 910
ANR investissements d'avenir				115 874			605 359		721 233
ANR hors investissements d'avenir				512 178			1 577 323		2 089 501
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région				4 000			697 709		701 709
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne							-	3 148 995	3 148 995
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres		227 600		782 192		4 870 545	606 858	611 690	7 098 885
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs								375 580	375 580
Autres recettes					5 282 341			97 500	5 379 841
<b>Total</b>	<b>103 074 307</b>	<b>227 600</b>	<b>-</b>	<b>1 414 244</b>	<b>6 026 251</b>	<b>5 008 045</b>	<b>3 493 249</b>	<b>4 650 386</b>	<b>123 894 082</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>		<b>1 813 602</b>

Tableau des dépenses par destination BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	Personnel		Fonctionnement		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP
<b>Formation initiale et continue</b>	<b>15 600</b>	<b>15 600</b>	<b>1 114 122</b>	<b>1 114 122</b>	<b>260 000</b>	<b>260 000</b>	<b>1 389 722</b>	<b>1 389 722</b>
D101 - Formation initiale et continue de niveau Licence								
D102 - Formation initiale et continue de niveau Master								
D103 - Formation initiale et continue de niveau Doctorat								
D105 - Bibliothèques et documentation	15 600	15 600	1 114 122	1 114 122	10 000	10 000	1 139 722	1 139 722
D106 - Recherche universitaire en sciences de la vie, biotechnologie et santé								
D107 - Recherche universitaire en mathématiques, sciences et techniques de l'information et de la communication, micro et nanotechnologies								
D108 - Recherche universitaire en physique, chimie et sciences pour l'ingénieur								
D109 - Recherche universitaire en physique nucléaire et des hautes énergies								
D110 - Recherche universitaire en sciences de la terre, de l'univers et de l'environnement								
D111 - Recherche universitaire en sciences de l'homme et de la société								
D112 - Recherche universitaire interdisciplinaire et transversale								
D113 - Diffusion des savoirs et musées								
D114 - Immobilier					250 000	250 000	250 000	250 000
D115 - Pilotage et support								
<b>Étudiants</b>								
D201 - Aides directes aux étudiants								
D202 - Aides indirectes								
D203 - Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives								
<b>Total</b>	<b>15 600</b>	<b>15 600</b>	<b>1 114 122</b>	<b>1 114 122</b>	<b>260 000</b>	<b>260 000</b>	<b>1 389 722</b>	<b>1 389 722</b>

Tableau des recettes par origine BDL

POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financements de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
Subvention pour charges de service public	1 074 577								1 074 577
Droits d'inscription									-
Formation continue, diplômes propres et VAE									-
Taxe d'apprentissage									-
Contrats et prestations de recherche hors ANR									-
Valorisation									-
ANR investissements d'avenir									-
ANR hors investissements d'avenir							5 000		5 000
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Région									-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Union Européenne									-
Subventions d'exploitation et financement des actifs - Autres				82 000					82 000
Fondations - fonds propres, réserves, dons et legs									-
Autres recettes					12 000				12 000
<b>Total</b>	<b>1 074 577</b>	<b>-</b>		<b>82 000</b>	<b>12 000</b>	<b>-</b>	<b>5 000</b>	<b>-</b>	<b>1 173 577</b>
							<b>SOLDE BUDGETAIRE (déficit)</b>		<b>216 145</b>

## Opérations pour le compte de tiers

### POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

#### Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - ENS de Lyon

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
Bourses Aide à la mobilité internationale	C 46711	AMI	50 400	50 400
TVA	C 445	TVA	1 430 000	1 380 000
<b>TOTAL</b>			<b>1 480 400</b>	<b>1 430 400</b>

#### Suivi des opérations au nom et pour le compte de tiers - BDL

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements
TVA	C 445	TVA	100 000	95 000
<b>TOTAL</b>			<b>100 000</b>	<b>95 000</b>



## Plan de trésorerie BDL

## POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de la trésorerie annuelle		
<b>(1) SOLDE INITIAL (début de mois)</b>	338 043														
<i>dont placements</i>	0														
<b>ENCAISSEMENTS</b>															
<b>A1. Recettes budgétaires globalisées</b>	263 644	2 100	740	264 908	745	366	405 122	-	40 426	159 593	28 616	2 316	1 168 577		
Subvention pour charges de service public	263 644			263 644			389 102			158 187			1 074 577		
Autres financements de l'Etat													-		
Fiscalité affectée													-		
Autres financements publics							15 000		40 000		27 000		82 000		
Recettes propres		2 100	740	1 264	745	366	1 020	-	426	1 406	1 616	2 316	12 000		
<b>A2. Recettes budgétaires fléchées</b>	-	-	-	-	-	5 000	-	-	-	-	-	-	5 000		
Financements de l'Etat fléchés													-		
Autres financements publics fléchés						5 000							5 000		
Recettes propres fléchées													-		
<b>A3. Opérations non budgétaires</b>	-	30 000	-	-	10 000	-	40 000	-	-	-	15 000	-	95 000		
Nouveaux emprunts													-		
Opérations géré en compte de tiers (encaissements de l'exercice) hors TVA													-		
TVA encaissée		30 000			10 000		40 000				15 000		95 000		
Autres encaissements sur comptes de tiers													-		
<b>A. TOTAL</b>	263 644	32 100	740	264 908	10 745	5 366	445 122	-	40 426	159 593	43 616	2 316	1 268 577		
<b>DECAISSEMENTS</b>															
<b>B1. Enveloppes hors recettes fléchées</b>	68 847	131 561	118 067	23 357	46 023	68 847	160 847	10 158	90 349	218 469	121 453	321 741	1 379 722		
Personnel	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600	2 600							15 600		
Fonctionnement	66 247	128 961	31 467	20 757	38 423	66 247	76 847	10 158	85 349	136 469	121 453	321 741	1 104 122		
Intervention													-		
Investissement			84 000		5 000		84 000		5 000	82 000			260 000		
<b>B2. Dépenses sur recettes fléchées</b>	-	604	-	-	-	305	-	-	1 396	6 756	939	-	10 000		
Personnel													-		
Fonctionnement		604							1 396	6 756	939		10 000		
Intervention													-		
Investissement													-		
<b>B3. Opérations non budgétaires</b>	-	-	-	-	10 000	-	40 000	-	-	-	15 000	35 000	100 000		
Remboursements d'emprunts													-		
Opérations gérées en compte de tiers (décaissements de l'exercice) hors TVA													-		
TVA décaissée					10 000		40 000				15 000	35 000	100 000		
Autres décaissements sur comptes de tiers													-		
<b>B. TOTAL</b>	68 847	132 165	118 067	23 357	56 023	69 152	200 847	10 158	91 745	225 225	137 392	356 741	1 489 722		
<b>(2) SOLDE DU MOIS = A - B</b>	194 797	- 100 065	- 117 327	241 550	- 45 278	- 63 786	244 275	- 10 158	- 51 319	- 65 633	- 93 776	- 354 425	- 221 145		
<b>SOLDE CUMULE (1) + (2)</b>	532 840	432 774	315 447	556 998	511 720	447 933	692 208	682 050	630 732	565 099	471 323	116 898	116 898		
													dont trésorerie fléchée = A2 - B2 -	5 000	
													dont trésorerie sur op. non budgétaires = A3-B3	-	5 000

## Opérations liées aux recettes fléchées

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi des opérations liées aux recettes fléchées

	Antérieures à N non dénouées	N	N+1	N+2	N+3
<b>Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)</b>					
<b>Recettes fléchées (b)</b>	<b>22 611 801</b>	<b>13 156 680</b>	<b>4 862 188</b>	<b>2 564 750</b>	<b>3 038 101</b>
Financements de l'État fléchés	2 619 966	5 008 045	473 521	518 450	497 649
Autres financements publics fléchés	7 644 888	3 498 249	2 373 653	1 375 376	854 723
Recettes propres fléchées	12 346 947	4 650 386	2 015 014	670 924	1 685 729
<b>Dépenses sur recettes fléchées (c)</b>	<b>21 860 760</b>	<b>14 298 729</b>	<b>8 617 154</b>	<b>2 688 566</b>	<b>2 146 309</b>
Personnel					
AE=CP	8 901 438	3 547 444	2 218 471	1 202 587	459 300
Fonctionnement et intervention					
AE	9 658 580	4 340 196	3 710 542	1 276 231	531 830
CP	9 658 580	4 340 196	3 710 542	1 276 231	531 830
Investissement					
AE	3 300 742	8 470 037	812 192	26 749	1 155 179
CP	3 300 742	6 411 089	2 688 141	209 748	1 155 179
<b>Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)</b>		<b>- 1 142 049</b>			

**Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation**

**POUR INFORMATION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

**A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement**

Prévision pluriannuelle			Prévision N (Bi + BR)									Prévision N+1 et suivantes						
Opération	Nature	Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
			(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
Dépenses d'investissement (PPI)	Investissement	9 494 427	520 235	520 235	-	7 266 722	7 266 722	520 235	520 235	-	5 207 774	5 207 774	552 291	2 428 241	-	182 998	1 155 179	1 155 179
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>9 494 427</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>7 266 722</b>	<b>7 266 722</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>5 207 774</b>	<b>5 207 774</b>	<b>552 291</b>	<b>2 428 241</b>	<b>-</b>	<b>182 998</b>	<b>1 155 179</b>	<b>1 155 179</b>
Contrats de recherche	Personnel		8 833 112	8 833 112	-	3 523 980	3 523 980	8 833 112	8 833 112	-	3 523 980	3 523 980	2 208 471	2 208 471	1 202 587	1 202 587	459 300	459 300
	Fonctionnement et intervention		9 066 699	9 066 699	-	4 006 257	4 006 257	9 066 699	9 066 699	-	4 006 257	4 006 257	3 577 219	3 577 219	1 262 331	1 262 331	531 830	531 830
	Investissement		2 496 199	2 496 199	-	1 100 546	1 100 546	2 496 199	2 496 199	-	1 100 546	1 100 546	254 900	254 900	26 750	26 750	-	-
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>42 687 120</b>	<b>20 396 010</b>	<b>20 396 010</b>	<b>-</b>	<b>8 630 783</b>	<b>8 630 783</b>	<b>20 396 010</b>	<b>20 396 010</b>	<b>-</b>	<b>8 630 783</b>	<b>8 630 783</b>	<b>6 040 590</b>	<b>6 040 590</b>	<b>2 491 668</b>	<b>2 491 668</b>	<b>991 130</b>	<b>991 130</b>
Contrat de formation continue	Personnel		10 924	10 924	-	5 464	5 464	10 924	10 924	-	5 464	5 464	-	-	-	-	-	-
	Fonctionnement et intervention		1 591	1 591	-	2 521	2 521	1 591	1 591	-	2 521	2 521	-	-	-	-	-	-
	Investissement		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>20 500</b>	<b>12 515</b>	<b>12 515</b>	<b>-</b>	<b>7 985</b>	<b>7 985</b>	<b>12 515</b>	<b>12 515</b>	<b>-</b>	<b>7 985</b>	<b>7 985</b>	<b>10 000</b>	<b>10 000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrat d'enseignement	Personnel		57 402	57 402	-	18 000	18 000	57 402	57 402	-	18 000	18 000	133 323	133 323	13 900	13 900	-	-
	Fonctionnement et intervention		590 290	590 290	-	331 418	331 418	590 290	590 290	-	331 418	331 418	5 000	5 000	-	-	-	-
	Investissement		284 308	284 308	-	102 769	102 769	284 308	284 308	-	102 769	102 769	-	-	-	-	-	-
<b>Total contrat de formation continue.4</b>		<b>1 658 904</b>	<b>932 000</b>	<b>932 000</b>	<b>-</b>	<b>452 187</b>	<b>452 187</b>	<b>932 000</b>	<b>932 000</b>	<b>-</b>	<b>452 187</b>	<b>452 187</b>	<b>148 323</b>	<b>148 323</b>	<b>13 900</b>	<b>13 900</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
	Ss total personnel		8 901 438	8 901 438	-	3 547 444	3 547 444	8 901 438	8 901 438	-	3 547 444	3 547 444	2 218 471	2 218 471	1 202 587	1 202 587	459 300	459 300
	Ss total fonctionnement et intervention		9 658 580	9 658 580	-	4 340 196	4 340 196	9 658 580	9 658 580	-	4 340 196	4 340 196	3 710 542	3 710 542	1 276 231	1 276 231	531 830	531 830
	Ss total investissement		3 300 742	3 300 742	-	8 470 037	8 470 037	3 300 742	3 300 742	-	6 411 089	6 411 089	812 191	2 688 141	26 750	209 748	1 155 179	1 155 179
<b>TOTAL</b>		<b>53 860 951</b>	<b>21 860 760</b>	<b>21 860 760</b>	<b>-</b>	<b>16 357 677</b>	<b>16 357 677</b>	<b>21 860 760</b>	<b>21 860 760</b>	<b>-</b>	<b>14 298 729</b>	<b>14 298 729</b>	<b>6 741 204</b>	<b>8 617 154</b>	<b>2 505 568</b>	<b>2 688 566</b>	<b>2 146 309</b>	<b>2 146 309</b>

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision		Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération		Encassements des années antérieures à N (19)	Encassement prévu en N (20)	Encassements prévus en N+1 (21)	Encassements prévus en N+2 (22)	Encassements prévus > N+2 (23)
Dépenses d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	6 979 856		1 176 441	4 657 545	263 521	384 700	497 649
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
<b>Total PPL1</b>		<b>6 979 856</b>		<b>1 176 441</b>	<b>4 657 545</b>	<b>263 521</b>	<b>384 700</b>	<b>497 649</b>
Contrats de recherche	Financement de l'Etat*	2 144 025		1 429 525	344 500	210 000	133 750	-
	Autres financements publics**	16 581 928		7 024 571	3 194 766	1 965 710	1 355 214	854 723
	Autres financements***	23 961 167		12 179 403	4 605 691	2 001 066	657 544	1 685 729
<b>Total contrat de recherche.2</b>		<b>42 687 120</b>		<b>20 633 499</b>	<b>8 144 957</b>	<b>4 176 776</b>	<b>2 146 508</b>	<b>2 540 452</b>
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*							
	Autres financements publics**	20 500		16 400	4 100	-	-	-
	Autres financements***							
<b>Total contrat de formation continue.3</b>		<b>20 500</b>		<b>16 400</b>	<b>4 100</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*	20 000		14 000	6 000	-	-	-
	Autres financements publics**	1 399 339		603 917	299 383	407 943	20 163	-
	Autres financements***	239 565		167 543	44 695	13 947	13 379	-
<b>Total contrat de formation continue.4</b>		<b>1 658 904</b>		<b>785 460</b>	<b>350 078</b>	<b>421 890</b>	<b>33 542</b>	<b>-</b>
	<b>Ss total financement de l'Etat</b>	<b>9 143 881</b>		<b>2 619 966</b>	<b>5 008 045</b>	<b>473 521</b>	<b>518 450</b>	<b>497 649</b>
	<b>Ss total autres financements publics</b>	<b>18 001 767</b>		<b>7 644 888</b>	<b>3 498 249</b>	<b>2 373 653</b>	<b>1 375 377</b>	<b>854 723</b>
	<b>Ss total autres financements</b>	<b>24 200 732</b>		<b>12 346 946</b>	<b>4 650 386</b>	<b>2 015 013</b>	<b>670 923</b>	<b>1 685 729</b>
<b>TOTAL</b>		<b>51 346 380</b>		<b>22 611 800</b>	<b>13 156 680</b>	<b>4 862 187</b>	<b>2 564 750</b>	<b>3 038 101</b>

\* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés  
 \*\* Autres financements publics (globalisés ou fléchés)  
 \*\*\* Recettes propres et recettes propres fléchés

Détail des PPI

A - Prévision d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Prévision pluriannuelle			Prévision N (BI + BR)							Prévision N+1 et suivantes								
Opération	Nature	Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N (2)	AE consommées les années antérieures à N (3)	AE reprogrammées ou reportées en N* (4) <= (2) - (3)	AE nouvelles ouvertes en N (5)	TOTAL des AE ouvertes en N (6) = (4) + (5)	CP ouverts les années antérieures à N (7)	CP consommés les années antérieures à N (8)	CP reprogrammés ou reportés en N* (9) <= (7) - (8)	CP nouveaux ouverts en N (10)	TOTAL des CP ouverts en N (11) = (9) + (10)	AE prévues en N+1 (12)	CP prévus en N+1 (13)	AE prévues en N+2 (14)	CP prévus en N+2 (15)	AE prévues > N+2 (16)	CP prévus > N+2 (17)
PPI Plan Campus	Investissement	8 644 427	267 835	267 835	-	6 669 122	6 669 122	267 835	267 835	-	4 786 574	4 786 574	552 291	2 251 841	-	182 998	1 155 179	1 155 179
PPI GER		400 000	250 000	250 000	-	150 000	150 000	250 000	250 000	-	150 000	150 000	-	-	-	-	-	-
PPI Accessibilité		450 000	2 400	2 400	-	447 600	447 600	2 400	2 400	-	271 200	271 200	-	176 400	-	-	-	-
Dépenses d'investissement (PPI)		9 494 427	520 235	520 235	-	7 266 722	7 266 722	520 235	520 235	-	5 207 774	5 207 774	552 291	2 428 241	-	182 998	1 155 179	1 155 179
<b>Total Dépenses d'investissement.1</b>		<b>9 494 427</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>7 266 722</b>	<b>7 266 722</b>	<b>520 235</b>	<b>520 235</b>	<b>-</b>	<b>5 207 774</b>	<b>5 207 774</b>	<b>552 291</b>	<b>2 428 241</b>	<b>-</b>	<b>182 998</b>	<b>1 155 179</b>	<b>1 155 179</b>

B - Prévisions de recettes

Opération	Nature	Prévision		Prévision N		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération		Encassements des années antérieures à N (18)	Encassement prévu en N (20)	Encassements prévus en N+1 (21)	Encassements prévus en N+2 (22)	Encassements prévus > N+2 (23)
PPI Plan Campus	Investissement	6 979 856		1 176 441	4 657 545	588 221	60 000	497 649
PPI GER								
PPI Accessibilité								
Dépenses d'investissement (PPI)	Financement de l'Etat*	6 979 856		1 176 441	4 657 545	263 521	384 700	497 649
	Autres financements publics**							
	Autres financements***							
<b>Total PPL1</b>		<b>6 979 856</b>		<b>1 176 441</b>	<b>4 657 545</b>	<b>263 521</b>	<b>384 700</b>	<b>497 649</b>

TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE

Unités	Moyens de l'établissement		MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT														
			CNRS		INRA		INRIA		INSERM		UCBL		LYON2		IEP		Autres établissements
IAO Institut d'Asie Orientale UMR 5062	Fonctionnement	37 000		28 000								8 440		7 670			
	Personnel	1	Emplois	13								3		3		7	
	Investissement																
TRIANGLE Action, Discours, Pensée politique et économique UMR 5206	Fonctionnement	73 000		48 202								34 416		22 100		6 786	
	Personnel	9	Emplois	9								25		13		13	
	Investissement																
Institut d'Histoire des représentations et des idées dans les modernités UMR5037 + UMR5611	Fonctionnement	63 800		71 200								48 240				55 205	
	Personnel	22	Emplois	26								19				55	
	Investissement																
ICAR Interactions, Corpus, Apprentissages et Représentations UMR5191	Fonctionnement	55 000		56 283								68 995				0	
	Personnel	13	Emplois	16								20				17	
	Investissement																
EVS Environnement, Ville et Société UMR 5600	Fonctionnement	47 570		35 000								26 522				69 563	
	Personnel	9	Emplois	11								21				33	
	Investissement			4 000													
CMW Centre Max WEBER UMR 5040	Fonctionnement	13 000		28 200								51 369				15 232	
	Personnel	4	Emplois	7								18				5	
	Investissement																
LARHRA Laboratoire de Recherche Historique Rhône-Alpes (moderne et contemporaine) UMR 5190	Fonctionnement	25 000		36 500								56 019				49 173	
	Personnel	6	Emplois	15								33				33	
	Investissement																
CIHAM Histoire et Archéologie des Mondes Chrétiens et Musulmans Médiévaux UMR 5648	Fonctionnement	13 000		25 500								34 806				35 424	
	Personnel	5	Emplois	10								13				13	
	Investissement																
GATE Groupe d'Analyse et de Théorie Economique UMR 5824	Fonctionnement	7 500		28 886								47 814				37 183	
	Personnel	2	Emplois	15							1	20				8	
	Investissement																
CNE Centre Norbert ELIAS UMR 8562	Fonctionnement	0															
	Personnel	2	Emplois	1								1				1	
	Investissement																
HISOMA Histoire et sources des Mondes Antiques UMR5189	Fonctionnement	15 500		41 000								47 881				42 269	
	Personnel		Emplois														
	Investissement																
CRAL Centre de Recherche Astrophysique de Lyon UMR 5574	Fonctionnement	22 800		75 000							55 670						
	Personnel	1	Emplois	4							2						
	Investissement																
Institut des Sciences Analytiques UMR 5280	Fonctionnement	125 000		665 000								85 247					
	Personnel	1	Emplois	5													
	Investissement																

**TABLEAU RETRACANT LES MOYENS DES UNITES DE RECHERCHE**

Unités	Moyens de l'établissement	MOYENS HORS BUDGET DE L'ETABLISSEMENT															
		CNRS		INRA		INRIA		INSERM		UCBL		LYON2		IEP		Autres établissements	
IGFL Institut de Génomique Fonctionnelle de Lyon UMR 5242	Fonctionnement	127 200		177 879		33 150				80 582							
	Personnel	6	Emplois	18		10			2		16						
	Investissement																
LBMC Laboratoire de Biologie Moléculaire de la Cellule UMR 5239	Fonctionnement	197 000		221 000						65 000						2	
	Personnel	4	Emplois	19					4		8						
	Investissement																
Laboratoire de Chimie UMR 5182	Fonctionnement	107 000		46 250						11 607							
	Personnel	11	Emplois	16							1						
	Investissement																
LIP Laboratoire de l'Informatique du Parallélisme UMR5668	Fonctionnement	105 000		60 000						47 406							
	Personnel	15	Emplois	12				16			6					1	
	Investissement																
Laboratoire de Physique UMR 5672	Fonctionnement	191 100		201 000						8 826							
	Personnel	17	Emplois	44													
	Investissement																
LGL Laboratoire de Géologie de Lyon UMR 5570	Fonctionnement	118 000		191 500						181 000							
	Personnel	7	Emplois	2							10						
	Investissement																
RDP Laboratoire de Reproduction et Développement des Plantes UMR 5667	Fonctionnement	103 000		90 000		68 928				21 698							
	Personnel	3	Emplois	13		16					4						
	Investissement																
UMPA Unité de Mathématiques Pures et Appliquées UMR 5669	Fonctionnement	74 500		55 000													
	Personnel	12	Emplois	19													
	Investissement																
Centre International de Recherche en Infectiologie (UVH) U1111	Fonctionnement	59 000		85 000				1 040 477		10 903							
	Personnel	3	Emplois	8					20		1						
	Investissement																
ADEF P3 Apprentissage, didactique, évaluation, formation	Fonctionnement	8 500														34 000	
	Personnel	6	Emplois													28	
	Investissement																
STEF P1 Sciences, Techniques, Education, Formation	Fonctionnement	20 000														29 750	
	Personnel	7	Emplois												15		
	Investissement																



**BUDGET INITIAL 2016**

Présenté par le Président  
de l'Ecole Normale Supérieure de Lyon  
Le 14 décembre 2015

L'ordonnateur,

Jean-François PINTON

Adopté par le Conseil d'Administration dans sa séance du 14 décembre 2015

Le président du Conseil d'Administration

Jean-François PINTON

Transmis au Ministère de Tutelle Le 14 décembre 2015

Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche  
Direction Générale pour l'Enseignement Supérieur et l'Insertion Professionnelle  
Sous-direction du financement de l'Enseignement Supérieur  
1, Rue Descartes  
75231 PARIS CEDEX 05

*\* Papier issu des forêts européennes*

**DIRECTION  
DES AFFAIRES FINANCIÈRES  
SERVICE PROSPECTIVE  
ET AIDE AU PILOTAGE**

Novembre 2015

15 parvis René-Descartes  
BP 7000, 69342 Lyon cedex 07  
Tél. +33 (0)4 37 37 60 00  
Fax +33 (0)4 37 37 60 60  
[www.ens-lyon.fr](http://www.ens-lyon.fr)